

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 877

4 décembre 1998

SOMMAIRE

Antiquarium S.A., Luxembourg	page 42072	Chameron S.A., Luxembourg	42083
Antlo S.A., Luxembourg	42073	Château de Feuilles S.A., Luxembourg	42087
Aqua-Med, Gesellschaft für Medizinische Kuren, Handel-, Hotel- und Dienstleistungen mbH, Lu- xembourg	42073	C. Investments Holding S.A., Nevis	42081
Ardent Chemicals S.A.	42094	Cometa S.A., Luxembourg	42085
Arex, S.à r.l., Luxembourg	42073	Compagnie Générale de Chauffe S.C.A., Luxem- bourg	42086, 42087
Atlantic Technologies S.A.H., Luxembourg	42073	Compagnie Immobilière et Financière Holding S.A., Luxembourg	42088, 42089
Auberge du Soleil S.A., Luxembourg	42079	Comptoir du Bijou, S.à r.l., Luxembourg	42089
AUDIOFINA, Compagnie Luxembourgeoise pour l'Audio-Visuel et la Finance S.A., Luxembourg	42079	Croci International S.A., Luxembourg	42089
Automatic Business S.A., Luxembourg	42084	Dewaplus, Sicav, Luxembourg	42090
Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A., Luxembourg	42084	Dylan S.A., Luxembourg	42091
Bay-Rum Immobilière S.A., Luxembourg	42085	Entreprise Morreale (EBI) S.A., Steinfort	42090
BDI, Business Development International S.A., Luxembourg	42084	Equity Fund of Latin America, Sicav, Luxbg	42055
Bergerac Holdings S.A., Luxembourg	42085	Fidelity Funds, Sicav, Luxembourg	42091
Bora Holding S.A., Luxembourg	42086	Fleming Flagship Series II, Sicav, Luxembourg . .	42096
British and Continental Union Limited S.A., Lu- xembourg	42086	H-DCLHB, Harley-Davidson Club Harley Brothers Luxembourg, A.s.b.l., Consdorf	42070
Brondi Finanziaria S.A., Luxembourg	42086	Hypovereinsbank Luxembourg S.A., Luxembourg	42055
Brunn S.A., Luxembourg	42088	Imbrex Holding S.A., Luxembourg	42094
Build International S.A., Luxembourg	42088	International Bond Index Fund, Sicav, Luxem- bourg	42096
Bureau Europa - Krebs Luxembourg S.A., Lu- xembourg	42079, 42080, 42081	Lux-Croissance, Sicav, Luxembourg	42095
Caisse Privée Banque S.A., Bruxelles	42094	Profirent S.A., Luxembourg	42094
Calim International S.A., Luxembourg	42083	S.A. CBR Asset Management, Luxembourg	42088
Canreal S.A., Luxembourg	42083	Sobadi S.A., Luxembourg	42050
Carbofin S.A., Luxembourg	42082	Sogelux Fund, Sicav, Luxembourg	42092, 42093
C.A.T. Holding S.A., Luxembourg	42084	Ting Holding S.A., Luxembourg	42095
		TN International Portfolio OP, Investmentfonds	42060
		Trufidee S.A., Luxembourg	42052, 42054
		Valauchan International S.C.A., Luxembourg . . .	42095
		Viking Croisières S.A., Luxembourg	42074

SOBADI, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 41.367.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le onze septembre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOBADI, avec siège social à Luxembourg, 28, boulevard Joseph II, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 41.367.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Ruquois, Président du conseil d'administration de la Société, demeurant à Bruxelles/Belgique.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Benoît Van Uytvanck, administrateur de la Société, demeurant à Bruxelles/Belgique.

A été appelé aux fonctions de scrutateur Monsieur Carlo Göckel, administrateur de la Société, demeurant à Pétange. Tous ici présents et ce acceptant.

A) Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Que le quorum de présence légal doit être au moins de cinquante pour cent (50%) des actions émises et les résolutions doivent être adoptées à une majorité de deux tiers (2/3) des votes émis.

Que, comme il appert de la liste de présence, la totalité des trois mille deux cent cinquante (3.250) actions émises sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, qui est donc valablement constituée et apte à délibérer.

Que les convocations pour la présente assemblée générale extraordinaire ont été faites par lettres missives aux actionnaires en nom, signées par ceux-ci pour réception, ainsi que cela résulte des pièces déposées sur le bureau.

Que l'ordre du jour de cette assemblée générale extraordinaire est libellé comme suit:

1. Examen et approbation du projet de fusion des sociétés anonymes TRUFIDEE et SOBADI, et des autres documents prescrits par l'art. 267 de la loi sur les sociétés commerciales.

2. Décision de fusionner les sociétés anonymes TRUFIDEE et SOBADI, ayant leur siège social à Luxembourg, par voie d'absorption de cette dernière société par TRUFIDEE, étant entendu que cette fusion est faite de manière que toute la situation active et passive de SOBADI à la date du 31 mai 1998, rien excepté, ni réservé, soit transféré à TRUFIDEE par voie d'apport.

Les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante à partir du 1^{er} juillet 1998.

Le résultat de la période du 1^{er} juin 1998 au 30 juin 1998 de la société absorbée sera affecté aux réserves de la société absorbante.

L'apport de fusion sera rémunéré par cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) actions nouvelles de TRUFIDEE, sans valeur nominale, entièrement libérées et jouissant pour tout l'exercice 1998 des mêmes droits et avantages que les actions existantes de cette société. Lesdites actions seront émises à la suite d'une augmentation de capital de TRUFIDEE à concurrence de cent quatre-vingt-quinze millions (195.000.000,-) de francs, pour être attribuées aux actionnaires de SOBADI, contre remise et annulation des certificats d'inscription des actions nominatives de cette dernière société, dans la proportion de soixante (60) actions de TRUFIDEE pour une (1) action de SOBADI.

Les actions nouvelles seront nominatives.

L'excédent de la valeur nette comptable du patrimoine apporté sur le montant nominal de l'augmentation de capital, soit un montant de soixante millions quatre cent treize mille neuf cent quatre-vingt-neuf (60.413.989,-) francs sera affecté aux réserves de TRUFIDEE, dont dix-neuf millions cinq cent mille (19.500.000,-) francs à la réserve légale.

3.- La fusion ne sera réalisée que lorsqu'une décision concordante aura été prise par les actionnaires de TRUFIDEE.

B) Monsieur le Président indique ensuite à l'assemblée les motifs qui ont amené le Conseil d'Administration à faire les propositions énoncées à l'ordre du jour et Monsieur le secrétaire donne lecture des rapports de fusion établis par les Conseils d'Administration des deux sociétés, ainsi que des conclusions des rapports établis au 13 juillet 1998 par les experts indépendants, GESTOR, société à responsabilité limitée, avec siège social à Luxembourg, et EURO SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, réviseur d'entreprises, libellés à l'identique comme suit:

X. Conclusion

Sur base:

- des comptes arrêtés au 31 mai 1998 des sociétés participant à la fusion,
- de l'examen du projet de fusion,
- de l'examen de la pertinence et de la correcte application de la méthode choisie et compte tenu des informations recueillies,

nous sommes d'avis que le rapport d'échange proposé est pertinent et raisonnable.

Luxembourg, le 13 juillet 1998.

GESTOR SOCIETE FIDUCIAIRE

réviseurs d'entreprises,

(Signé) H.J. Salbach, gérant.

X. Conclusion

Sur base:

- des comptes arrêtés au 31 mai 1998 des sociétés participant à la fusion,
- de l'examen du projet de fusion,
- de l'examen de la pertinence et de la correcte application de la méthode choisie et compte tenu des informations recueillies,

nous sommes d'avis que le rapport d'échange proposé est pertinent et raisonnable.

Luxembourg, le 13 juillet 1998.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)

réviseurs d'entreprises

(Signé) P. Rochas, associé

Ph. Slendzak, associé.

C) Sont déposés sur le bureau de l'assemblée à l'intention des actionnaires des exemplaires des documents prescrits par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales, ci-après la loi, à savoir:

- le projet de fusion déposé au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, le 14 juillet 1998 et publié au Mémorial C numéro 541 du 24 juillet 1998,
- les rapports de fusion des conseils d'administration des deux sociétés,
- les rapports des experts indépendants,
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices clôturés au 31 décembre de chaque année des sociétés qui fusionnent.

D) En exécution de l'article 271 de la loi le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société, comme suit:

- le projet de fusion comporte les mentions prescrites par l'article 261 de la loi et a été publié plus d'un mois avant la date des présentes.
- les rapports de fusion des conseils d'administration des deux sociétés satisfont aux exigences de l'article 265 de la loi.
- les documents prescrits par l'article 267 de la loi ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social depuis au moins un mois avant la date des présentes, ainsi que cela résulte d'un certificat émanant de la société.

Sur ce Monsieur le Président déclare la discussion ouverte.

Après clôture de celle-ci par le bureau de l'assemblée, Monsieur le Président met aux voix les différentes propositions soumises à l'assemblée, qui ont toutes été adoptées à l'unanimité des voix comme suit:

Première résolution

L'assemblée décide de fusionner les sociétés anonymes TRUFIDEE et SOBADI, ayant leur siège social à Luxembourg, par voie d'absorption de cette dernière société par TRUFIDEE.

Cette fusion est faite par transmission universelle à la valeur comptable de l'ensemble du patrimoine actif et passif de SOBADI à TRUFIDEE à la date du 31 mai 1998, rien excepté ni réservé.

Les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante à partir du 1^{er} juillet 1998.

Le résultat de la période du 1^{er} juin 1998 au 30 juin 1998 de la société absorbée sera affecté aux réserves de la société absorbante.

L'assemblée accepte comme rémunération de cette transmission de patrimoine l'attribution de cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) actions nouvelles de TRUFIDEE sans désignation de valeur nominale, sous les conditions suivantes:

- Elles seront entièrement libérées et jouiront pour tout l'exercice 1998 des mêmes droits et avantages que les actions existantes de cette société.
- Elles seront émises à la suite d'une augmentation de capital de TRUFIDEE à concurrence de cent quatre-vingt-quinze millions (195.000.000,-) de francs pour être attribuées aux actionnaires de SOBADI contre remise et annulation des certificats d'inscription des actions nominatives de cette dernière société, dans la proportion de soixante (60) actions de TRUFIDEE pour une (1) action de SOBADI.
- Elles seront nominatives.
- L'excédent de la valeur nette comptable du patrimoine apporté sur le montant nominal de l'augmentation de capital, soit un montant de soixante millions quatre cent treize mille neuf cent quatre-vingt-neuf (60.413.989,-) francs sera affecté aux réserves de TRUFIDEE, dont dix-neuf millions cinq cent mille (19.500.000,-) francs à la réserve légale.

Deuxième résolution

L'assemblée décide que l'approbation des comptes annuels de l'exercice à clôturer le 31 décembre 1998 de TRUFIDEE vaudra décharge aux administrateurs et commissaire de SOBADI pour leur mission entre le premier janvier 1998 et la fusion.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président, après avoir rappelé à l'assemblée que la fusion ne saurait être réalisée que lorsqu'une décision concordante aura été prise par l'assemblée des actionnaires de TRUFIDEE, lève la séance.

Frais

Les frais, droits et honoraires incombant à la société en raison des présentes sont estimés à vingt-cinq mille (25.000,-) francs luxembourgeois.

Restent annexés aux présentes:

- les rapports de fusion des conseils d'administration des deux sociétés,
- les rapports des experts indépendants,
- le certificat prérelaté sub D).

Dont acte, fait et passe à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont tous signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J.P. Ruquois, B. Van Uytvanck, C. Göckel, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 1998, vol. 110S, fol. 98, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la prédite société sur sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 1998.

R. Neuman.

(47536/226/148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 1998.

TRUFIDEE, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 1.363.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le onze septembre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TRUFIDEE, avec siège social à Luxembourg, 28, boulevard Joseph II, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 1.363.

La séance est ouverte à onze heures et demie sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Ruquois, Président du conseil d'administration de la Société, demeurant à Bruxelles/Belgique.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Benoît Van Uytvanck, administrateur de la Société, demeurant à Bruxelles/Belgique.

A été appelé aux fonctions de scrutateur Monsieur Carlo Göckel, administrateur de la Société, demeurant à Pétange. Tous ici présents et ce acceptant.

A) Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Que le quorum de présence légal doit être au moins de cinquante pour cent (50%) des actions émises et les résolutions doivent être adoptées à une majorité de deux tiers (2/3) des votes émis.

Que, comme il appert de la liste de présence, la totalité des un million quatre cent mille (1.400.000) actions émises sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, qui est donc valablement constituée et apte à délibérer.

Que l'ordre du jour de cette assemblée générale extraordinaire est libellé comme suit:

1. Examen et approbation du projet de fusion des sociétés anonymes TRUFIDEE et SOBADI, et des autres documents prescrits par l'art. 267 de la loi sur les sociétés commerciales.

2. Décision de fusionner les sociétés anonymes TRUFIDEE et SOBADI, ayant leur siège social à Luxembourg, par voie d'absorption de cette dernière société par TRUFIDEE, étant entendu que cette fusion est faite de manière que toute la situation active et passive de SOBADI à la date du 31 mai 1998, rien excepté, ni réservé, soit transféré à TRUFIDEE par voie d'apport.

Les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante à partir du 1^{er} juillet 1998.

Le résultat de la période du 1^{er} juin 1998 au 30 juin 1998 de la société absorbée sera affecté aux réserves de la société absorbante.

3. En vue de réaliser cette fusion, augmentation du capital de TRUFIDEE à concurrence de cent quatre-vingt-quinze millions (195.000.000,-) de francs pour le porter de un milliard quatre cents millions (1.400.000.000,-) de francs à un milliard cinq cent quatre-vingt-quinze millions (1.595.000.000,-) de francs, par la création de cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) actions nouvelles sans valeur nominale, entièrement libérées, du même type et jouissant pour tout l'exercice 1998 des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

4. Attribution, en rémunération de cet apport des cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) actions nouvelles aux actionnaires de SOBADI contre remise et annulation des certificats d'inscription des actions nominatives de cette dernière société, dans la proportion de soixante (60) actions de TRUFIDEE pour une (1) action de SOBADI.

Les nouvelles actions seront nominatives.

5. Affectation aux réserves de la société de l'excédent de la valeur nette comptable du patrimoine apporté sur le montant nominal de l'augmentation de capital, soit un montant de soixante millions quatre cent treize mille neuf cent quatre-vingt-neuf (60.413.989,-) francs, dont dix-neuf millions cinq cent mille (19.500.000,-) francs à la réserve légale.

6. Adaptation de l'article cinq des statuts concernant le capital social aux résolutions à intervenir.

7. Approbation de la nomination de Monsieur Léo Deschuyteneer, administrateur de société, demeurant à Lessines/Begique, aux fonctions d'administrateur-délégué, effectuée par le Conseil d'administration de la société en vertu de l'article 14 des statuts.

L'assemblée ne délibérera sur l'ordre du jour que si la fusion aura été décidée préalablement par les actionnaires de SOBADI.

B) Monsieur le Président indique ensuite à l'assemblée les motifs qui ont amené le Conseil d'Administration à faire les propositions énoncées à l'ordre du jour et Monsieur le secrétaire donne lecture des rapports de fusion établis par les Conseils d'Administration des deux sociétés, ainsi que des conclusions des rapports établis au 13 juillet 1998 par les experts indépendants, GESTOR, société à responsabilité limitée, avec siège social à Luxembourg, et EURO SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, réviseur d'entreprises, et GESTOR, société à responsabilité limitée, avec siège social à Luxembourg, libellés à l'identique comme suit:

X. Conclusion

Sur base:

- des comptes arrêtés au 31 mai 1998 des sociétés participant à la fusion,
- de l'examen du projet de fusion,
- de l'examen de la pertinence et de la correcte application de la méthode choisie et compte tenu des informations recueillies,

nous sommes d'avis que le rapport d'échange proposé est pertinent et raisonnable.

Luxembourg, le 13 juillet 1998.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)

réviseurs d'entreprises,

(Signé) P. Rochas, associé

Ph. Slendzak, associé.

X. Conclusion

Sur base:

- des comptes arrêtés au 31 mai 1998 des sociétés participant à la fusion,
- de l'examen du projet de fusion,
- de l'examen de la pertinence et de la correcte application de la méthode choisie et compte tenu des informations recueillies,

nous sommes d'avis que le rapport d'échange proposé est pertinent et raisonnable.

Luxembourg, le 13 juillet 1998.

GESTOR SOCIETE FIDUCIAIRE

réviseurs d'entreprises,

(Signé) H.J. Salbach, gérant.

C) Sont déposés sur le bureau de l'assemblée à l'intention des actionnaires des exemplaires des documents prescrits par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales, ci-après la loi, à savoir:

- le projet de fusion déposé au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, le 14 juillet 1998 et publié au Mémorial C numéro 541 du 24 juillet 1998,
- les rapports de fusion des conseils d'administration des deux sociétés,
- les rapports des experts indépendants,
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices clôturés au 31 décembre de chaque année des sociétés qui fusionnent.

D) En exécution de l'article 271 de la loi le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et attester l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société, comme suit:

- le projet de fusion comporte les mentions prescrites par l'article 261 de la loi et a été publié plus d'un mois avant la date des présentes.
- les rapports de fusion des conseils d'administration des deux sociétés satisfont aux exigences de l'article 265 de la précitée loi.
- les documents prescrits par l'article 267 de la précitée loi ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social depuis au moins un mois avant la date des présentes, ainsi que cela résulte d'un certificat émanant de la société.

Sur ce Monsieur le Président fait part à l'assemblée de ce que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SOBADI qui vient de se tenir immédiatement avant les présentes, a décidé de fusionner avec TRUFIDEE, de sorte que l'assemblée peut utilement aborder son ordre du jour et déclare la discussion ouverte.

Après clôture de celle-ci par le bureau de l'assemblée, Monsieur le Président met aux voix les différentes propositions soumises à l'assemblée, qui ont toutes été adoptées à l'unanimité des voix comme suit:

Première résolution

L'assemblée décide de fusionner les sociétés anonyme TRUFIDEE et SOBADI, ayant leur siège social à Luxembourg, par voie d'absorption de cette dernière société par TRUFIDEE.

Cette fusion est faite par transmission universelle à la valeur comptable de l'ensemble du patrimoine actif et passif de SOBADI à TRUFIDEE à la date du 31 mai 1998, rien excepté ni réservé.

Les opérations de la société absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante à partir du 1^{er} juillet 1998.

Le résultat de la période du 1^{er} juin 1998 au 30 juin 1998 de la société absorbée sera affecté aux réserves de la société absorbante.

Deuxième résolution

En vue de rémunérer cette transmission de patrimoine, l'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent quatre-vingt-quinze millions (195.000.000,-) de francs luxembourgeois, pour le porter de son montant de un milliard quatre cents millions (1.400.000.000,-) de francs à un milliard cinq cent quatre-vingt-quinze millions (1.595.000.000,-) de francs, par la création de cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) actions nouvelles sans valeur nominale, libérées à concurrence du pair comptable de mille (1.000,-) francs par action, du même type et jouissant pour tout l'exercice 1998 des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'attribuer les cent quatre-vingt-quinze mille (195.000) actions nouvelles aux actionnaires de SOBADI, contre remise et annulation des certificats d'inscription des actions nominatives de cette dernière société, dans la proportion de soixante (60) actions de TRUFIDEE pour une (1) action de SOBADI.

Les actions nouvelles seront nominatives.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'affecter aux réserves de la société l'excédent de la valeur nette comptable du patrimoine apportée sur le montant nominal de l'augmentation de capital, soit un montant de soixante millions quatre cent treize mille neuf cent quatre-vingt-neuf (60.413.989,-) francs, dont dix-neuf millions cinq cent mille (19.500.000,-) francs à la réserve légale.

Ensuite Monsieur le Président constate et fait part à l'assemblée qu'ainsi la fusion entre SOBADI et TRUFIDEE se trouve réalisée avec les effets voulus par l'article 274 de la loi, à savoir que les actionnaires de SOBADI sont dès à présent actionnaires de TRUFIDEE, que SOBADI a cessé d'exister et que les actions en sont annulées, avec lacération des certificats d'inscription nominatifs.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'adapter l'article cinq (5) des statuts concernant le capital social aux résolutions intervenues, et de lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital de la société est de un milliard cinq cent quatre-vingt-quinze millions (1.595.000.000,-) de francs, représenté par un million cinq cent quatre-vingt-quinze mille (1.595.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et restent nominatives.»

Sixième résolution

En application de l'article 60 de la loi, l'assemblée approuve la nomination de Monsieur Léo Deschuyteneer, administrateur de société, demeurant à Lessines/Belgique, aux fonctions d'administrateur-délégué, effectuée par le Conseil d'administration de la société en vertu de l'article 14 des statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président clôture l'assemblée à onze heures quarante-cinq.

Frais

Les frais, droits et honoraires incombant à la société en raison des présentes sont estimés à trois cent mille (300.000,-) francs.

Annexes

Restent annexés aux présentes:

- les rapports de fusion des conseils d'administration des deux sociétés,
- les rapports des experts indépendants,
- le certificat prérelaté sub D).

Dont acte, fait et passe à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont tous signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J.P. Ruquois, B. Van Uytvanck, C. Göckel, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 1998, vol. 110S, fol. 98, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la prédite société sur sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 1998.

R. Neuman.

(47554/226/172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 1998.

TRUFIDEE, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 1.363.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 1998.

(47555/226/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 1998.

EQUITY FUND OF LATIN AMERICA, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 30.225.

Extract of the Annual General Meeting of Shareholders held on October 30th, 1998

- The following Directors were re-appointed for a period of twelve months ending on the date of the Annual General Meeting to be held in October 1999: Mr David P. Feldman, Mr W. Gordon Binns Jr., Mr W. Allen Reed, Mr Dean LeBaron, Dr William Wirth, Ms Tania Zouikin and Mr S. Lawrence Prendergast.
- ERNST & YOUNG, Luxembourg are re-elected as Independent Auditors for a period of twelve months ending on the date of the Annual General Meeting to be held in October 1999.
- The meeting, on the recommendation of the Directors, resolves that the net earnings for the year ended June 30th, 1998 are reinvested and, therefore, no dividend is declared.

*On behalf of EQUITY FUND OF LATIN AMERICA
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 1998, vol. 514, fol. 35, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48436/014/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 1998.

**HYPOVEREINSBANK LUXEMBOURG Société Anonyme,
(anc. HYPOBANK INTERNATIONAL S.A.).**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker.
H. R. Luxemburg B 9.989.

Im Jahre eintausendneunhundertachtundneunzig, den dreißigsten Oktober.
Vor dem unterzeichneten Notar Frank Baden, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft HYPOBANK INTERNATIONAL S.A., mit Sitz in Luxemburg, 4, rue Alphonse Weicker, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 9.989, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des damals in Luxemburg-Eich residierenden Notars Roger Wurth am fünfundzwanzigsten Februar eintausendneunhundertzweiundsiebzig, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 35 vom siebzehnten März eintausendneunhundertzweiundsiebzig. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert gemäß notarieller Urkunde vom einundzwanzigsten Dezember eintausendneunhundertfünfundneunzig, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 132 vom sechzehnten März eintausendneunhundertsechundneunzig.

Die Versammlung wird um 10.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Bernd Janietz, Bankdirektor, wohnhaft in Bridel, eröffnet.

Der Vorsitzende benennt zum Schriftführer Herrn Peter Mertens, Bankabteilungsdirektor, wohnhaft in Steinsel.

Die Generalversammlung wählt zum Stimmzähler Herrn Jost Löschner, Bankabteilungsdirektor, wohnhaft in Luxemburg, welcher zusammen mit dem Vorsitzenden und dem Schriftführer den Vorstand bildet.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I. Daß die Tagesordnung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

1. Aufstockung mit Wirkung zum 1. November 1998 des gezeichneten Gesellschaftskapitals von 155.000.000,- DEM (einhundertfünfundsünfzig Millionen Deutsche Mark) auf 366.730.000,- DEM (dreihundertsechundsechzig Millionen siebenhundertdreißigtausend Deutsche Mark) durch die Schaffung und Ausgabe von 423.460 (vierhundertdreißigtausendvierhundertsechzig) neuen Aktien mit einem Nominalwert von 500,- DEM (fünfhundert Deutsche Mark) pro Aktie;

2. Entsprechende Änderung von Artikel 5 der Satzung;

3. Abänderung des Namens der Gesellschaft in HYPOVEREINSBANK LUXEMBOURG Société Anonyme;

4. Satzungsänderung.

5. Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder;

6. Ernennung der neuen Verwaltungsratsmitglieder;

7. Ermächtigung des Verwaltungsrates gemäß Artikel 60 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften, die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem einzelnen oder mehreren Mitgliedern des Verwaltungsrates, Direktoren, Geschäftsführern, Bevollmächtigten und anderen Angestellten sowie Aktionären oder Dritten zu übertragen;

8. Abberufung der Geschäftsleitung;

9. Ernennung der Geschäftsleitung;

10. Ermächtigung des Verwaltungsrates, ab dem 1. Januar 1999 das Gesellschaftskapital in Euro umzustellen und das Aktienkapital auf maximal Euro 1.000.000,- aufzurunden durch Umwandlung von freien Rücklagen in Gesellschaftskapital sowie alle hierzu erforderlichen rechtliche Schritte zu unternehmen und Akten zu unterschreiben.

II. Daß die anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen besessenen Aktien in eine Anwesenheitsliste eingetragen sind; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und dem Verwaltungsvorstand unterzeichnet und bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionären werden nach Unterzeichnung ne varietur durch die Erschienenen ebenfalls gegenwärtiger Urkunde beigefügt.

III. Daß sämtliche Aktien der Gesellschaft auf gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten sind; die anwesenden oder vertretenen Aktionäre bekennen sich als ordnungsgemäß einberufen und erklären vorweg Kenntnis der Tagesordnung gehabt zu haben, so daß auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden konnte.

IV. Daß die gegenwärtige Generalversammlung sämtliche Aktien der Gesellschaft vertritt und in rechtsgültiger Weise über die Tagesordnung beraten kann.

Nach Beratung faßt die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluß

Die Generalversammlung beschließt das gezeichnete Gesellschaftskapital mit Wirkung zum 1. November 1998 von seinem Betrag von 155.000.000,- DEM (einhundertfünfundfünfzig Millionen Deutsche Mark) auf 366.730.000,- DEM (dreihundertsechundsechzig Millionen siebenhundertdreißigtausend Deutsche Mark) zu erhöhen durch die Schaffung von 423.460 (vierhundertdreiundzwanzigtausendvierhundertsechzig) neuen Aktien mit einem Nennwert von je 500,- DEM (fünfhundert Deutsche Mark) pro Aktie.

Die neuen Aktien werden wie folgt gezeichnet:

- 381.114 (dreihunderteinundachtzigtausendeinhundertvierzehn) Aktien werden von der BAYERISCHEN HYPO- UND VEREINSBANK AG mit Gesellschaftssitz in München, hier vertreten durch Herrn Ernst-Dieter Wiesner, zum Gesamtpreis von 492.822.544,- DEM (vierhundertzweiundneunzig Millionen achthundertzweiundzwanzigtausendfünfhundertvierundvierzig Deutsche Mark) für Grundkapital und Ausgabeprämie gezeichnet;

- 42.346 (zweiundvierzigtausenddreihundertsechundvierzig) Aktien werden von der VEREINS- UND WESTBANK BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT S.A. mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Werner Mehler, zum Gesamtpreis von 80.300.000,- DEM (achtzig Millionen dreihunderttausend Deutsche Mark) für Grundkapital und Ausgabeprämie gezeichnet.

Alle 423.460 (vierhundertdreiundzwanzigtausendvierhundertsechzig) neuen gezeichneten Aktien werden durch Sacheinlage von 220.000 (zweihundertzwanzigtausend) Aktien, i.e. das gesamte (100%) Gesellschaftskapital der VEREINSBANK INTERNATIONAL S.A., mit Sitz in Luxemburg, 38-40, avenue Monterey, eingebracht. Davon werden 198.000 (einhundertachtundneunzigtausend) Aktien durch die BAYERISCHE HYPO- UND VEREINSBANK AG und 22.000 (zweiundzwanzigtausend) Aktien durch die VEREINS- UND WESTBANK BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT S.A. eingebracht.

Der Nachweis über die Zeichnung und Einzahlung durch vorgenannte Sacheinlage wurde dem unterzeichneten Notar durch die diesbezüglichen Zeichnungsscheine erbracht, was hiermit durch den Notar ausdrücklich bestätigt wird. Die Zeichnungsscheine bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

Dem Notar wird sodann das Aktienregister der VEREINSBANK INTERNATIONAL S.A. vorgelegt, aus welchem hervorgeht, dass die BAYERISCHE HYPO- UND VEREINSBANK AG und die VEREINS- UND WESTBANK BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT S.A. Eigentümer der von ihnen eingebrachten Aktien sind.

Die eingebrachten Aktien werden unverzüglich auf den Namen der HYPOBANK INTERNATIONAL S.A. in das Aktienregister der VEREINSBANK INTERNATIONAL S.A. eingetragen.

Der Wert dieser Aktien wird in einem Bericht der Wirtschaftsprüfungsgesellschaften KPMG Audit und Dr. Wollert - Dr. Elmendorff S.C. in Luxemburg, mit Datum vom 29. Oktober 1998 bestätigt.

Das Endergebnis dieses Berichtes lautet wie folgt:

«Auf Grundlage unserer oben beschriebenen Prüfungshandlungen sind wir zu dem Ergebnis gekommen, daß der Wert der Sacheinlage mindestens gleich der Anzahl und dem Wert der im Gegenzug neu auszugebenden Aktien zuzüglich des Ausgabeagio ist.»

Dieser Bericht ist dem notariellen Akt als Anlage beigefügt.

Zweiter Beschluß

Auf Grund der obigen Kapitalerhöhung beschließt die Generalversammlung Artikel 5 der Satzung mit Wirkung zum 1. November 1998 wie folgt abzuändern:

«**Art. 5.** Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt 366.730.000,- DEM (dreihundertsechundsechzig Millionen siebenhundertdreißigtausend Deutsche Mark), aufgeteilt in 733.460 (siebenhundertdreiunddreißigtausendvierhundertsechzig) Aktien mit einem Nennwert von je 500,- DEM (fünfhundert Deutsche Mark).»

Feststellung

Die Versammlung stellt sodann fest, dass die beiden aufschiebenden Bedingungen zum Wirksamwerden der Fusion zwischen der HYPOBANK INTERNATIONAL S.A. erfüllt sind und dass die Fusion mit Wirkung zum 1. November 1998 rechtswirksam ist gemäss Fusionsvorschlag vom 29. Juni 1998, welcher im Mémorial, Recueil C, Nummer 489 vom 2. Juli 1998 veröffentlicht wurde.

Der Vorsitzende beschließt die Generalversammlung zu unterbrechen, um der VEREINS- UND WESTBANK BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT S.A. als neuem Aktionär der Aktiengesellschaft HYPOBANK INTERNATIONAL S.A. zu erlauben, an den weiteren Beschlüssen teilzunehmen.

In Anwesenheit aller Aktionäre, einschließlich der VEREINS- UND WESTBANK BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT S.A., wird die Versammlung wieder aufgenommen und beschließt:

Dritter Beschluß

Die Generalversammlung beschließt die Abänderung des Namens der Gesellschaft in HYPOVEREINSBANK LUXEMBOURG Société Anonyme.

Vierter Beschluß

Die Generalversammlung beschließt die Satzung wie folgt neuzufassen:

I.- Bezeichnung, Sitz, Dauer, Zweck

Art. 1. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung HYPOVEREINSBANK LUXEMBOURG Société Anonyme.

Art. 2. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg. Durch einfachen Beschluß des Verwaltungsrates können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland Filialen und Zweigstellen errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit der Gesellschaft an diesem Sitz oder der Gesellschaft mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer oder sozialer Art beeinträchtigt oder durch das Bestehen solcher Ereignisse gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz provisorisch und bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden.

Die Nationalität der Gesellschaft soll unbeeinflusst durch eine derartige provisorische Sitzverlegung luxemburgisch bleiben.

Personen, welche in irgendeiner Weise befugt sind, die Gesellschaft in der laufenden Geschäftsführung rechtsverbindlich zu vertreten, sind auch befugt, diese Verlegung des Gesellschaftssitzes vorzunehmen und Dritten zur Kenntnis zu bringen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Betrieb einer Bank. In dieser Eigenschaft ist die Gesellschaft berechtigt, alle Bankgeschäfte und alle Geschäfte, die mit Bankgeschäften in irgendeiner Beziehung stehen, auf eigene oder fremde Rechnung zu betreiben.

Die Gesellschaft kann ferner Grundstücke erwerben, veräußern und belasten, Sicherheiten jeder Art annehmen, bestellen und aufgeben, Beteiligungen erwerben und veräußern, Handelsgeschäfte und andere Wirtschaftsunternehmen, die auch auf dem Grundstücksmarkt tätig sein können, betreiben und gründen, soweit solche Geschäfte in irgendeiner Beziehung zu dem Gesellschaftszweck stehen oder zur Erreichung des Gesellschaftszwecks dienlich sein können.

II.- Gesellschaftskapital, Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt 366.730.000,- DEM (dreihundertsechundsechzig Millionen siebenhundertdreißigtausend Deutsche Mark), aufgeteilt in 733.460 (siebenhundertdreißigtausendvierhundertundsechzig) Aktien mit einem Nennwert von je 500,- DEM (fünfhundert Deutsche Mark).

Art. 6. Die Aktien sind Namensaktien.

Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das die Aktionäre jederzeit Einsicht nehmen können. Die Eintragung in das Register der Namensaktien umfaßt folgende Angaben:

Die genaue Bezeichnung eines jeden Aktionärs, die Anzahl und Nummern seiner Aktien, die auf die Aktien geleisteten Zahlungen sowie die Übertragung der Aktien mit deren Daten.

Das Eigentum an einer Namensaktie wird durch Eintragung in das Register begründet. Den Inhabern von Namensaktien werden Bescheinigungen über die Eintragung ausgestellt.

Art. 7. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine Übertragungserklärung, die in das Register eingetragen, datiert und von den Parteien der Übertragung oder deren Bevollmächtigten unterzeichnet wird.

Die Übertragung von Namensaktien kann Dritten auch ohne Eintragung ins Aktienregister entgegeng gehalten werden, wenn die Übertragungserklärung der Gesellschaft gerichtlich zugestellt worden ist oder die Gesellschaft die Übertragung in einer notariellen Urkunde anerkennt.

Es ist der Gesellschaft anheimgestellt, eine Übertragung anzunehmen und ins Register einzutragen, welche aus dem Schriftwechsel oder anderen die Übereinkunft des Abtretenden und des Übernehmers darlegenden Schriftstücken hervorgeht.

Alle Urkunden, die sich auf die Übertragung von Namensaktien beziehen, werden dem Register als Anlage beigefügt.

Art. 8. Die Rechte, die sich aus den Aktien ergeben, sind der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Art. 9. Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluß der Generalversammlung erhöht oder herabgesetzt werden.

Die Generalversammlung kann den Verwaltungsrat in ihrem Beschluß über eine Kapitalerhöhung ermächtigen, das Gesellschaftskapital durch einfachen Beschluß nach seinem Ermessen in den Rahmen zu erhöhen, den der Beschluß der Generalversammlung festlegt.

Werden neue Aktien gegen Bareinzahlung ausgegeben, so steht jedem Aktionär ein Bezugsrecht auf Zuteilung neuer Aktien zu, deren Anzahl seinem Anteil an dem bisherigen Gesellschaftskapital entsprechen muß. Die Generalversammlung kann dieses Recht im Beschluß über die Kapitalerhöhung ganz oder zum Teil ausschließen.

III.- Verwaltungsrat

Art. 10. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Generalversammlung ernennt die Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt ihre Zahl und die Dauer ihrer Mandate.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden auf höchstens sechs Jahre bestellt. Sie können wiedergewählt werden.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds während der vorgesehenen Amtsdauer frei, so steht den ver-

bleibenden Verwaltungsratsmitgliedern das Recht zu, die Stelle vorläufig zu besetzen. In diesem Fall hat die nächste Generalversammlung das neue Verwaltungsratsmitglied endgültig zu ernennen oder ein anderes zu wählen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat gibt sich eine Geschäftsordnung.

Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden oder im Verhinderungsfalle durch den stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Verwaltungsratssitzungen sind einzuberufen, so oft es die Belange der Gesellschaft erfordern; eine Verwaltungsratssitzung ist unverzüglich einzuberufen; sofern es zwei Verwaltungsratsmitglieder unter Angabe der Tagesordnung verlangen.

Die Leitung der Verwaltungsratssitzungen obliegt dem Vorsitzenden, bei seiner Verhinderung dem stellvertretenden Vorsitzenden oder bei dessen Verhinderung dem ältesten anwesenden Verwaltungsratsmitglied.

Zur Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrats ist es erforderlich, daß die Mehrheit der amtierenden Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten ist.

Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefaßt.

Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrats werden durch die bei der jeweiligen Sitzung anwesenden Mitglieder unterschrieben.

In Dringlichkeitsfällen können Beschlüsse des Verwaltungsrats durch Brief, Telefax, Telefonkonferenz, E-mail oder in ähnlicher Weise gefaßt werden, vorausgesetzt, sie werden nachträglich schriftlich bestätigt, sofern sie nicht in banküblicher Weise verschlüsselt sind.

Art. 12. Dem Verwaltungsrat obliegt die Verwaltung und die Geschäftsführung der Gesellschaft.

Er besitzt hierzu die umfassendsten Vollmachten einschließlich des Verfügungsrechtes. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Art. 13. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem einzelnen oder mehreren Mitgliedern des Verwaltungsrats, Direktoren, Geschäftsführern, Bevollmächtigten und anderen Angestellten sowie Aktionären oder Dritten übertragen.

Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung und der diesbezüglichen Vertretung auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der vorherigen Genehmigung der Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit einem oder mehreren seiner Mitglieder oder Dritten Spezialvollmachten über bestimmte Geschäfte erteilen.

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch Bevollmächtigte nach Maßgabe ihrer Vollmacht vertreten.

IV.- Generalversammlung

Art. 15. Einmal im Jahr findet eine ordentliche Generalversammlung statt, und zwar am zweiten Mittwoch des Monats März, um fünfzehn Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in dem Einberufungsschreiben angegebenen Ort in der Stadt Luxemburg. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so findet die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag zur selben Stunde statt.

Außerordentliche Generalversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, die in der Einberufung festgelegt sind.

Art. 16. Die Einberufungen zu Generalversammlungen erfolgen nach Maßgabe des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn betreffend die Handelsgesellschaften.

Eine förmliche Einberufung ist nicht erforderlich, wenn alle Aktionäre anwesend oder rechtsgültig vertreten sind und die Eröffnung der Generalversammlung beschließen.

Art. 17. Sofern die Einberufungsbekanntmachung es vorsieht, muß jeder Inhaber von Namensaktien, um in der Generalversammlung das Stimmrecht ausüben zu können, spätestens bis zum Ablauf des sechsten Tages vor dem Versammlungstag seine Teilnahme anmelden.

Art. 18. Jede Aktie gewährt eine Stimme unbeschadet anderslautender gesetzlicher Bestimmungen.

Jeder Aktionär kann sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Dieser muß im Besitz einer schriftlichen Vollmacht sein.

Der Inhalt der Vollmacht kann vom Verwaltungsrat festgelegt werden.

Art. 19. Soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, faßt die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Art. 20. Die Generalversammlungen werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats, im Verhinderungsfalle vom stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats und bei dessen Verhinderung von dem ältesten anwesenden Verwaltungsratsmitglied oder einem von der Versammlung bezeichneten Mitglied der Versammlung geleitet. Der Vorsitzende bestellt einen Schriftführer und einen Stimmzähler.

Das Protokoll über die Generalversammlung wird vom Vorsitzenden, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet. Anwesende Aktionäre und Vertreter von Aktionären unterzeichnen das Protokoll ebenfalls, wenn sie es verlangen.

V.- Jahresabschluß und Gewinnverwendung

Art. 21. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Jedes Jahr hat der Verwaltungsrat für das vergangene Geschäftsjahr die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und ein Inventar unter Beachtung der jeweils geltenden gesetzlichen und behördlichen Vorschriften für Banken aufzustellen.

Art. 22. Über den nicht zur Bildung der gesetzlichen Rücklage benötigten Betrag des jährlichen Reingewinns verfügt die ordentliche Generalversammlung.

Über Ort und Datum der Auszahlung einer durch die Generalversammlung beschlossenen Dividende beschließt der Verwaltungsrat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen unter Beachtung der in Artikel 72-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen.

Die auszuschüttenden Dividenden oder Vorschüsse auf Dividenden gelangen an den vom Verwaltungsrat festgesetzten Stellen und Daten zur Auszahlung.

VI.- Auflösung, Liquidation

Art. 23. Wird die Gesellschaft aufgelöst, so führt der Verwaltungsrat die Liquidation durch, falls die Generalversammlung nicht einen oder mehrere andere Liquidatoren bestellt. Im letzteren Fall bestimmt die Generalversammlung die Befugnisse der Liquidatoren und deren Bezüge durch einfachen Mehrheitsbeschluß.

Das nach der Begleichung aller Verbindlichkeiten der Gesellschaft verbleibende Restvermögen wird unter die Aktionäre entsprechend ihrem Anteil verteilt.

VII.- Allgemeine Bestimmung

Art. 24. Soweit Angelegenheiten der Gesellschaft in dieser Satzung nicht geregelt sind, gelten die Vorschriften des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn, betreffend die Handelsgesellschaften.

Fünfter Beschluß

Die bisherigen Verwaltungsratsmitglieder werden unter Dank für ihre Arbeit abberufen.

Sechster Beschluß

- Herr Dr. Martin Schütte, Bankdirektor, wohnhaft in Lochham-Gräfelfing, Deutschland, Président,
- Herr Dr. Norbert Juchem, Bankdirektor, wohnhaft in Grünwald, Deutschland, Vice-Président,
- Herr Rolf Kirchfeld, Bankdirektor, wohnhaft in Hamburg-Blankenese, Deutschland,
- Herr Martin Kölsch, Bankdirektor, wohnhaft in Grünwald, Deutschland,
- Herr Dr. Wolfgang Sprißler, Bankdirektor, wohnhaft in Sauerlach, Deutschland,
- Herr Josef F. Wertschulte, Bankdirektor, wohnhaft in München-Pasing, Deutschland,
- Herr Gunnar Homann, Bankdirektor, wohnhaft in Bertrange, Luxemburg,
- Herr Bernd Janietz, Bankdirektor, wohnhaft in Bridel, Luxemburg,
- Herr Ernst-Dieter Wiesner, Bankdirektor, wohnhaft in Bridel, Luxemburg,

sind zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern bestellt. Ihr Mandat wird mit der jährlichen Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2003 befindet, enden.

Siebter Beschluß

Gemäß Artikel 60 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften ermächtigt die Generalversammlung den Verwaltungsrat, die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem einzelnen oder mehreren Mitgliedern des Verwaltungsrates, Direktoren, Geschäftsführern, Bevollmächtigten und anderen Angestellten sowie Aktionären oder Dritten zu übertragen.

Achter Beschluß

Die bisherigen Geschäftsleiter werden unter Dank für ihre Arbeit abberufen.

Neunter Beschluß

- Herr Gunnar Homann,
- Herr Bernd Janietz,
- Herr Ernst-Dieter Wiesner

sind zu neuen Geschäftsleitern (Administrateurs-Délégués) bestellt, Herr Ernst-Dieter Wiesner wird zum Sprecher der Geschäftsleitung ernannt.

Zehnter Beschluß

Die Generalversammlung ermächtigt den Verwaltungsrat, ab dem 1. Januar 1999 das Gesellschaftskapital in Euro umzustellen und das Aktienkapital auf maximal Euro 1.000.000,- aufzurunden durch Umwandlung von freien Rücklagen in Gesellschaftskapital sowie alle hierzu erforderlichen rechtlichen Schritte zu unternehmen und Akten zu unterschreiben.

Abschätzung der Kosten

Da die Sacheinlage bestehend aus 220.000 Aktien der VEREINSBANK INTERNATIONAL S.A. 100% des Gesellschaftskapitals dieser Gesellschaft darstellt, verweisen die Aktionäre auf Artikel 4-2 des Gesetzes vom 29. Dezember 1971.

Der Betrag der Kosten für die die Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde aufzukommen hat, beläuft sich auf ungefähr fünfhunderttausend Franken (500.000,-).

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt am Gesellschaftssitz der Gesellschaft.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. Janietz, P. Mertens, J. Löschner, E.-D. Wiesner, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 1998, vol. 112S, fol. 12, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 9. November 1998.

F. Baden.

(46752/200/319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 1998.

TN INTERNATIONAL PORTFOLIO OP, Investmentfonds.

Deutsche Wertpapierkennnummer: 989085.

VERKAUFSPROSPEKT MIT VERWALTUNGSREGLEMENT

Ausgabe November 1998

Der Vertrieb von Anteilen des Fonds in der Bundesrepublik Deutschland ist gemäss Paragraph 15c AuslInvestmG dem Bundesaufsichtsamt für des Kreditwesen, Berlin, angezeigt worden.

Fondsverwaltung:

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. (OIM).

Dieser Verkaufsprospekt ist nur gültig in Verbindung mit dem jeweils letzten Rechenschaftsbericht, und, wenn der Stichtag des letzteren länger als 8 Monate zurückliegt, zusätzlich mit einem jüngeren Halbjahresbericht. Beide Berichte sind Bestandteil des Verkaufsprospektes.

Der erste geprüfte Rechenschaftsbericht erscheint zum 31. Oktober 1999; ein erster ungeprüfter Zwischenbericht erscheint zum 30. April 1999.

Für den Kauf von Anteilen sind ausschliesslich die in diesem Verkaufsprospekt und dem Verwaltungsreglement enthaltenen Informationen sowie die Angaben im jeweils letzten Rechenschafts- und ggf. Halbjahresbericht massgebend. Es ist nicht gestattet, von diesem Prospekt abweichende Auskünfte oder Erklärungen abzugeben.

Jeder Kauf von Anteilen auf der Basis von Auskünften oder Erklärungen, welche nicht in diesem Prospekt enthalten sind, erfolgt ausschliesslich auf Risiko des Käufers.

Dieser vorwiegend in amerikanischen Anleihen sowie Aktien und sonstigen zulässigen Werten, wie sie in der Anlagepolitik beschrieben sind, anlegende Investmentfonds unterliegt Luxemburger Recht und wurde am 16. November 1998 gegründet und aufgelegt. Im nachstehend abgedruckten Verwaltungsreglement des Fonds ist die Anlagepolitik festgelegt, die bei der Anlage des Fondsvermögens in Wertpapieren oder sonstigen zulässigen Anlagen zu beachten ist. Im Rahmen der Anlagepolitik wird auch der Grundsatz der Risikostreuung beachtet. Sie ist im folgenden Abschnitt näher beschrieben.

Der Wert der Fondsanteile wird wöchentlich dienstags sowie am letzten Börsentag eines jeden Monats ermittelt. Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft bei Zu- und Abflüssen eine Fondspreisermittlung auch an anderen Tagen vornehmen (siehe Artikel 8 des Verwaltungsreglements). Der Wert der Fondsanteile hängt ab von den Kursveränderungen der im Fonds enthaltenen Vermögenswerte und den erwirtschafteten Erträgen, die stets im Fondspreis enthalten sind.

Die Fondsanteile können bei den im Prospekt genannten Vertriebs- und Zahlstellen erworben und zurückgegeben werden. Dort können auch die Ausgabe- und Rücknahmepreise erfragt werden, ebenso wie bei der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Der Inventarwert und der Ausgabe- und Rücknahmepreis, das Verwaltungsreglement des Fonds sowie der Jahres- und Halbjahresbericht sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und den Vertriebsstellen für die Bundesrepublik Deutschland erhältlich.

Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis. Sofern der Zeichnungsantrag bei der Verwaltungsgesellschaft bis 15 Uhr vorliegt, wird er zu dem Ausgabepreis abgerechnet, der an dem folgenden Bewertungstag ermittelt wird.

Das Fondsvermögen unterliegt im Grossherzogtum Luxemburg einer «taxe d'abonnement» von jährlich 0,06%, zahlbar pro Quartal auf das jeweils am Quartalsende ausgewiesene Netto-Fondsvermögen. Die Einnahmen aus der Anlage des Fondsvermögens werden in Luxemburg nicht besteuert, sie können jedoch etwaigen Quellensteuern in Ländern unterliegen, in denen das jeweilige Fondsvermögen angelegt ist. Weder die Verwaltungsgesellschaft noch die Depotbank werden Quittungen über solche Quellensteuern für einzelne oder alle Anteilhaber einholen.

Sofern Ausschüttungen auf die Anteile erfolgen, unterliegen diese in Luxemburg derzeit keinem Quellensteuerabzug. Nach der z.Z. gültigen Gesetzgebung und Verwaltungspraxis müssen Anteilhaber auf Anteile oder Erträge daraus werder Einkommen-, Schenkung-, Erbschaft- noch andere Steuern in Luxemburg entrichten, es sei denn, sie sind in Luxemburg wohnhaft oder sie unterhalten dort eine Betriebsstätte. Im übrigen gelten für die Anteilhaber die jeweiligen nationalen Steuervorschriften.

Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäss Artikel 13 Absatz 1 des Verwaltungsreglements jedes Jahr bestimmen, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung aus den ordentlichen und ausserordentlichen Nettoerträgen inkl. der sonstigen Erträge des Fonds erfolgen wird.

Der Fonds unterliegt luxemburgischem Recht; dies gilt auch für die Rechtsbeziehung zwischen den Anteilhabern und der Verwaltungsgesellschaft. Der deutsche Wortlaut des Verkaufsprospekts, des Verwaltungsreglements sowie der sonstigen Unterlagen und Veröffentlichungen ist massgebend, sofern diese Unterlagen zusätzlich in einer anderen Sprache vorliegen.

Die Anlagepolitik

Die Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt durch ein qualifiziertes Fondsmanagement, dem ein spezialisierter Berater zur Seite steht. Auf der Grundlage sorgfältig erarbeiteter Informationen werden systematisch die Chancen und Risiken an den Kapitalmärkten analysiert und die daraus entwickelten Anlagestrategien im Fonds umgesetzt.

Die Anlagepolitik des Fonds soll in ausgewogener Weise die Anlage-Grundsätze von Sicherheit, Wachstum und Ertrag berücksichtigen mit dem Ziel, Risiken weitgehend zu begrenzen und langfristig einen möglichst hohen Vermögenszuwachs zu erwirtschaften. Die Erzielung von Dividenden und Zinserträgen ist demgegenüber nachrangig. Die Anlagepolitik soll ferner die Anwendung des Grundsatzes von Mischung und Streuung auf die Arten der Anlagen und ggf. Währungen sowie sorgfältige Auswahl der Wertpapiere berücksichtigen.

Den Anlageschwerpunkt des Fonds bilden amerikanische Anleihen und Aktien sowie sonstige zulässigen Werte, wie sie in der Anlagepolitik gemäss Artikel 4 des Verwaltungsreglements beschrieben sind. Basiswährung des Fonds ist USD.

Weitere Einzelheiten zur Anlagepolitik und den Anlagegrenzen des Fonds sind in Artikel 4 des nachstehend abgedruckten Verwaltungsreglements des Fonds festgelegt. Dort wird auch auf solche Instrumente und Techniken hingewiesen, die erhöhte Risiken beinhalten, insbesondere auf Options- und Finanz-Termingeschäfte. Der Fonds darf unter Beachtung der Anlagegrenzen solche Instrumente und Techniken auch mit einem anderen Ziel als der Absicherung tätigen. Dies geschieht jedoch nur, sofern es mit der Anlagepolitik des Fonds vereinbar ist und deren Qualität nicht beeinträchtigt.

Dem Anleger sollte bewusst sein, dass sich die Kurse an den Wertpapier- und Devisenbörsen täglich ändern können. Deshalb kann keine Garantie gegeben werden, dass die Ziele der Anlagepolitik erreicht werden.

Auf einen Blick

Wertpapier-Kenn-Nr:	989.085
Erster Ausgabepreis:	USD 100,- pro Anteil
Erster Rücknahmepreis:	USD 100,- pro Anteil
Verwaltungsvergütung:	0,35% des Netto-Fondsvermögens p.a.
Depotbankvergütung:	0,30% des Netto-Fondsvermögens p.a.
Geschäftsjahr:	01.11. - 31.10.

(erstes Geschäftsjahr vom Gründungsdatum bis 31.10.1999)

Ausschüttungen: Es wird jährlich vom Verwaltungsrat entschieden, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung erfolgt.

Gründungskosten: Die Kosten für die Auflage dieses Fonds werden von der Depotbank getragen.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Art. 1. Der Fonds.

1. Der TN INTERNATIONAL PORTFOLIO OP (im folgenden «Fonds» genannt) wurde nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg als Investmentfonds (fonds commun de placement) gemäss Teil I des Gesetzes betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen vom 30. März 1988 errichtet. Es handelt sich um ein Sondervermögen aller Anteilhaber, bestehend aus Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber (im folgenden «Anteilhaber» genannt) durch die OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg-Stadt (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) verwaltet und nach dem Grundsatz der Risikomischung angelegt wird.

2. Die Fondsanteile (im folgenden «Anteile» genannt) werden in Form von Globalzertifikaten (im folgenden «Anteilzertifikate» genannt) ausgegeben.

3. Das Vermögen des Fonds, das von einer Depotbank (im folgenden «Depotbank» genannt) verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

4. Zur Depotbank ist SAL. OPPENHEIM JR & CIE. LUXEMBURG S.A. mit Sitz in Luxemburg-Stadt bestellt.

5. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank hinsichtlich des Sondervermögens sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen desselben sind im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (nachstehen «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

6. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäss genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Der Fonds wird - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, aber ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschliesslich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Annahme von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 des Verwaltungsreglements fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für das Sondervermögen einen Anlageausschuss bestellen, der beratende Funktion hat.

4. Desgleichen kann sich die Verwaltungsgesellschaft bei der Fondsverwaltung des Rats eines Anlageberaters bzw. einer Anlageberatungsgesellschaft bedienen. Die Vergütung des Anlageberaters bezahlt die Verwaltungsgesellschaft aus ihrer Verwaltungsvergütung.

5. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds ein Entgelt von bis zu 0,35% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das Netto-Fondsvermögen per letztem Bewertungstag eines jeden Monats zu berechnen und auszahlen ist.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat der Depotbank die Verwahrung des Fondsvermögens übertragen. Der Name der Depotbank wird in den Verkaufsprospekten und ähnlichen Dokumenten des Fonds genannt. Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft eine neue Depotbank ernennen, die die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss diesem Verwaltungsreglements vollumfänglich nachkommen.

2. Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und andere zulässigen Vermögenswerten, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilhaber des Fonds in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren des Fonds beauftragen, sofern die Wertpapiere an ausländischen Börsen zugelassen sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden oder nur im Ausland lieferbar sind.

3. Die Depotbank wird bezüglich des Kaufs bzw. Verkaufs von Call- und Put-Optionen sowie bezüglich Devisenkursicherungsgeschäften die Einhaltung der entsprechenden Bedingungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements überwachen.

4. Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit diesem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz:

- a) Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäss Artikel 5 des Verwaltungsreglements übertragen;
- b) aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte, Optionen, sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Devisenkursicherungsgeschäfte zahlen, die für den Fonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- c) Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;
- d) den Rücknahmepreis gemäss Artikel 10 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteilertifikate oder Anteilbestätigungen auszahlen;
- e) jedwede Ausschüttungen gemäss Artikel 13 des Verwaltungsreglements auszahlen.

5. Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, dass:

- a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher Ausgabesteuern unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;
- b) der entsprechende Gegenwert für jedwede für den Fonds getätigten Geschäfte bei ihr eingeht;
- c) der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung der Anteile für Rechnung des Fonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäss erfolgt;
- d) die Berechnung des Inventarwertes und des Wertes der Anteile gemäss den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;
- e) die Erträge des Netto-Fondsvermögens den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäss verwendet werden;
- f) börsennotierte Wertpapiere, Bezugs- und Zuteilungsrechte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden sowie nicht an einer Börse notierte Wertpapiere und Optionen zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Missverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht.

6. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

7. Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäss diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 11 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- b) gegen Vollstreckungsmassnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

8. Die Depotbank hat gegen des Fondsvermögen Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare:

- a) ein Entgelt für die Wahrnehmung der Depotbankaufgaben in Höhe von bis zu 0,30% p.a., das monatlich nachträglich auf das Netto-Fondsvermögen par letztem Bewertungstag des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist;
- b) die banküblichen Gebühren jeder Wertpapiertransaktion und der Verwahrung des Fondsvermögens für Rechnung des Fonds.

Art. 4. Anlagepolitik.

1. Das Fondsvermögen wird vorwiegend angelegt in amerikanischen Anleihen sowie Aktien, Genussscheine, Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, in Optionsscheine auf Renten und Aktien sowie in sonstigen festverzinslichen Wertpapieren (einschliesslich Zerobonds), die auf die Währung eines Mitgliedstaates der OECD oder auf ECU lauten und an einer Wertpapierbörse eines OECD-Mitgliedstaates amtlich notiert werden, oder an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist (ein «geregelter Markt»), eines OECD-Mitgliedstaates gehandelt werden, sowie in anderen vergleichbaren Anlagen. Für den Fonds dürfen daneben flüssige Mittel gehalten werden. Optionsscheine auf Renten ggf. Aktien sind de facto langlaufende Calls oder Puts, die neben grossen Chancen u. a. des Risiko des Totalverlustes des Optionsscheinpreises beinhalten.

Die Anlagepolitik des Fonds soll in ausgewogener Weise die Anlage-Grundsätze von Sicherheit, Ertrag und Wachstum berücksichtigen. Ziel dieser Anlagepolitik ist es, Risiken weitgehend zu begrenzen und über die gesamte Laufzeit einen marktgerechten Ertrag und Vermögenszuwachs zu erwirtschaften. Dies erfolgt durch die Anwendung des Grundsatzes von Mischung und Streuung auf die Arten der Anlagen und ggf. Währungen.

Die Berichtswährung, auf welche der Fonds lautet, ist USD.

Dem Anleger sollte bewusst sein, dass sich die Kurse an den Wertpapier- und Devisenbörsen täglich ändern können. Deshalb kann keine Garantie gegeben werden, dass die Ziele der Anlagepolitik erreicht werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht. Dies gilt insbesondere für Tauschgeschäfte mit Zinssätzen, welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können. Solche Geschäfte sind ausschliesslich mit erstklassigen Finanzinstitutionen zulässig, die auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind. Dabei ist die Zielsetzung des Fonds auch darauf gerichtet, die besonderen Möglichkeiten der Märkte für Optionen und Finanzterminkontrakte mit Bezug auf Wertpapiere einschliesslich sich darauf beziehender Techniken und Instrumente zu nutzen unter gleichzeitiger Begrenzung des damit verbundenen Risikos.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Durch den Erwerb von Optionen auf Renten und Aktien sowie von Finanzterminkontrakten und Optionen auf Finanzterminkontrakten kann der Fonds von den besonderen Möglichkeiten an den Märkten für Optionen und Finanzterminkontrakte Gebrauch machen.

Zu diesen Techniken und Instrumenten gehören unter anderem der Kauf von Call- und Put-Optionen, der Verkauf von Call- und Put-Optionen, die Devisenkursabsicherung durch Termingeschäfte und Optionen auf Termingeschäfte, die Kursabsicherung für Wertpapiere sowie Zinsabsicherungsgeschäfte und Optionen auf Zinsabsicherungsgeschäfte, ausserdem Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

a1) Wertpapiere irgendeiner Gesellschaft kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert zusammen mit dem Wert der bereits im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere desselben Ausstellers 10% des Netto-Fondsvermögens übersteigt; aber es gilt hier zusätzlich folgendes; der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere der Fonds jeweils mehr als 5% seines Netto-Fondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

a2) Die vorstehende Beschränkung auf 10% kann sich auf 35% erhöhen, falls die erworbenen Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden; dann entfällt auch der in a1) genannten Prozentsatz von 40%.

a3) Für von in einem EU-Mitgliedstaat ansässigen Kreditinstituten, die auf Grund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreiben, einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, ausgegebene Schuldverschreibungen, deren Gegenwert gemäss den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerte anzulegen ist, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibung die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und vorrangig für die beim Ausfall der Emittenten fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sind, erhöht sich der in a1) letzter Halbsatz genannte Prozentsatz von 40% auf 80%.

a4) Die unter a1) bis a3) vorgesehenen Grenzen dürfen nicht kumuliert werden, und infolgedessen dürfen die entsprechend a1) bis a3) vorgenommenen Anlagen in Wertpapieren ein und desselben Emittenten in keinem Fall den Gesamtwert von 35% des Netto-Fondsvermögens übersteigen.

b) mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens in anderen als den unter Ziffer 1) dieses Artikels genannten Wertpapieren anlegen. Wertpapiere aus Neuemissionen gelten als notierte Wertpapiere, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmässig stattfindenden geregelten Markt zu beantragen, und sofern die Wahl der Börse oder des Marktes in einem OECD-Mitgliedstaat liegt, und sofern die Zulassung spätestens vor Ablauf

eines Jahres nach der Emission erlangt wird; mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten anlegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements und den geltenden behördlichen Auflagen ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräusserbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 8 des Verwaltungsreglements vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann; in den hier genannten Vermögenswerten dürfen zusammen höchstens 10% des Netto-Fondsvermögens angelegt werden;

c) mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens in nicht voll einbezahlten Wertpapieren anlegen. Falls der Fonds nicht voll einbezahlte Wertpapiere besitzt, muss eine besondere, ausreichende Rückstellung zur späteren vollen Einzahlung gebildet werden, die in die Anlagebeschränkung gemäss nachstehender Ziffer 3i) mit einzubeziehen ist;

d) Wertpapiere irgendeiner Gesellschaft kaufen, die mehr als 10% der von dieser Gesellschaft ausgegebenen Wertpapiere derselben Art darstellen;

Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr ermöglicht, zusammen mit den Aktien, die die Verwaltungsgesellschaft aus anderen von ihr verwalteten Fonds besitzt, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben;

mehr als 10% der stimmrechtlosen Aktien ein und desselben Emittenten erwerben;

mehr als 10% der Anteile desselben Organismus für gemeinsame Anlagen;

sowie mehr als 10% Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten.

e) Wertpapiere erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

f) in Immobilien und Edelmetallen anlegen und Waren oder Warenkontrakte oder Edelmetallkontrakte erwerben oder verkaufen;

g) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs erwerben, es sei denn für bis zu 5% des Netto-Fondsvermögens Anteile solcher Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs, als die Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie des Rates vom 20. Dezember 1985 (85/611 EWG) zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren anzusehen sind und deren Anlagepolitik derjenigen dieses Fonds entspricht. Dabei darf in andere Investmentfonds nicht investiert werden, solange die Gesetze der Länder, in denen die Fondsanteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, dem entgegenstehen.

h) Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder sonst belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten; unbeschadet der Anwendung von 3i) und j) dürfen weder die Verwaltungsgesellschaft noch die Depotbank für Rechnung des Fonds Kredite gewähren oder sich für Rechnung Dritter verbürgen, unbeschadet der vorstehenden Beschränkung darf die Verwaltungsgesellschaft, sobald die Gesetz der Länder, in denen die Fondsanteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, dem nicht entgegenstehen, für Verbindlichkeiten des Fondsvermögens Fondvermögen verpfänden oder sonst belasten, sofern und soweit dies an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum zugänglich und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird;

i) Kredite aufzunehmen, es sei denn in besonderen Fällen für kurze Zeit, bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens;

j) im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung von nicht voll eingezahlten Wertpapieren Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit den Krediten gemäss vorstehender Ziffer 3i) 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten; in diesem Fall muss eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung solcher Wertpapiere geschaffen werden:

k) Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen;

l) des Fondsvermögen zur festen Übernahme («underwriting») von Wertpapieren benutzen.

4. Für Optionen gilt folgendes:

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Artikel erwähnten Anlagebeschränkungen für den Fonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindizes, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an Börsen oder anderen geregelten Märkten, die anerkannt und für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden.

Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden:

Der Kaufpreis einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verlorengehen. Wenn eine Call-Option verkauft wird, besteht die Gefahr, dass der Fonds nicht mehr an einer besonders starken Wertsteigerung des Wertpapiers teilnimmt.

Beim Verkauf von Put-Optionen besteht die Gefahr, dass der Fonds zur Abnahme von Wertpapieren zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Wertpapiere deutlich niedriger ist.

Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens stärker beeinflusst werden, als dies beim unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren der Fall ist.

b) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter a) genannten Optionen darf 15% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen, soweit die Optionen noch valutieren.

c) Für den Fonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen 25% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muss der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

d) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Put-Optionen auf Wertpapiere, so muss der Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

5. Für Finanzterminkontrakte gilt folgendes:

a) die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Aktienindices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten, die anerkannt, für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden.

b) Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

Der Fonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen. Dies ist mit erheblichen Chancen, aber auch Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße (Einschuß) sofort geleistet werden muß. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

c) Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf zusammen mit den Verpflichtungen aus Tauschgeschäften mit Zinssätzen grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d) Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf zusammen mit den Verpflichtungen aus Verkäufen von Put-Optionen und ungedeckten Call-Optionen auf Wertpapiere das Netto-Fondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verkäufe von Call-Optionen ausser Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

6. Für Devisensicherungsgeschäfte gilt folgendes:

Zur Absicherung von Devisenrisiken kann der Fonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen bzw. Put-Optionen auf Devisen kaufen. Die beschriebenen Operationen dürfen nur auf einem anerkannten geregelten, für das Publikum offenen Markt durchgeführt werden, dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist.

Der Fonds kann zu Absicherungszwecken ausserdem auch Devisen auf Termin verkaufen bzw. umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung abgeschlossen werden, die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind.

Devisensicherungsgeschäfte setzen eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

7. Für Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte gilt folgendes:

a) Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50% der im Fonds befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage ausgeliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus organisiert ist oder durch eine Finanzeinrichtung erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuerlangen.

Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht: Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organisationen begeben oder garantiert und zugunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

b) Der Fonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen. Dabei muss der Vertragspartner eines solchen Geschäfts eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann der Fonds die gegenständlichen Wertpapiere nicht veräussern, bevor das Rückkaufsrecht der Wertpapiere nicht ausgeübt wird oder die Frist abgelaufen ist. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das dem Fonds ermöglicht, jederzeit seinen Verpflichtungen aus solchen Geschäften nachzukommen; gleichzeitig muss sichergestellt sein, dass durch Pensionsgeschäfte die jederzeitige Rückkaufsverpflichtung von Anteilen gegenüber den Anlegern nicht beeinträchtigt wird.

8. Die unter Ziffer 3) genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch die Ausübung von Bezugsrechten, die mit zu dem Fondsvermögen gehörenden Wertpapieren verbunden sind oder anders als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft bei den Verkäufen aus dem Fondsvermögen unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber vorrangig eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach seiner Zulassung kann der Fonds unter Beachtung der Risikostreuung von den unter Ziffer 3) a1) bis a5) angeführten Beschränkungen abweichen.

9. Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank Änderungen der Anlagebeschränkungen und anderer Teile des Verwaltungsreglements vornehmen sowie weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, wo Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen.

1. Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich Artikel 6 des Verwaltungsreglements durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile erwerben.

2. Alle ausgegebenen Anteile haben gleiche Rechte. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft gegen Bezahlung an die Depotbank unverzüglich nach Eingang eines Zeichnungsantrages am nächstfolgenden Bewertungstag gemäss Artikel 8 des Verwaltungsreglements abgerechnet. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabe-preises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank durch Übergabe von Anteilzertifikaten oder Erteilung von Anteilbestätigungen gemäss Artikel 7 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen.

3. Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäss Artikel 8 des Verwaltungsreglements, wie dieser am Bewertungstag, welcher der Zeichnung folgt, berechnet wird. Erfolgt die Zeichnung an einem Bewertungstag, so wird sie am nächstfolgenden Bewertungstag abgerechnet. Der Ausgabepreis ist in USD zahlbar innerhalb von drei Tagen nach dem entsprechenden Bewertungstag.

4. Der Ausgabepreis erhöht sich ggf. um Stempelgebühren oder andere Belastungen bzw. Gebühren, die in verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschliessen, falls eine solche Massnahme zum Schutz der Anteilinhaber oder des Fonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft:

a) aus eigenem Ermessen jeden Zeichnungsantrag auf Erwerb von Anteilen zurückweisen;
b) jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilinhaber gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

2. Auf nicht unverzüglich ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen wird die Depotbank unverzüglich zurückzahlen.

Art. 7. Anteilzertifikate und Anteilbestätigungen.

1. Die Anteile werden grundsätzlich in Globalzertifikaten verbrieft.

2. Ein Anspruch auf Ausgabe effektiver Stück besteht nicht.

3. Auf Wunsch des Anteilserwerbers und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank von ihr handschriftlich oder facsimiliert unterzeichnete Anteilbestätigung über die erworbenen Anteile erteilen.

Art. 8. Berechnung des Inventarwertes.

1. Der Anteilwert (im folgenden «Inventarwert» genannt) lautet auf USD. Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder in Luxemburg von einem von ihr Beauftragten wöchentlich dienstags, soweit dieser Tag sowohl in Luxemburg als auch in USA ein Börsentag ist (im folgenden «Bewertungstag» genannt), errechnet. Falls dieser Tag kein Börsentag in Luxemburg und/oder in USA ist, so wird der Inventarwert am nächstfolgenden Börsentag berechnet. Zusätzlich erfolgt die Berechnung jeweils am letzten Börsentag eines Monats. Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft auch an den übrigen Börsentagen eine Bewertung des Fondspreises vornehmen, um Zuflüsse oder Rückflüsse von Anteilen abzuwickeln. In diesen Fällen kann die normale wöchentliche Bewertung entfallen, sofern sie zwei Börsentage vor oder nach diesem Bewertungstag liegt. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag um Umlauf befindlichen Anteile.

Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist der letztverfügbare bezahlte Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber aktiv im geregelten Freiverkehr oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind und nicht im geregelten Freiverkehr oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

d) Falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festgelegt.

e) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

2. Alle auf eine andere Währung als USD lautende Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in USD umgerechnet.

3. Falls aussergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäss den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, unter vorheriger Zustimmung der Depotbank, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrundelegt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkauft, die je nach Lage verkauft werden müssen. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 9. Einstellung der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen:

1. während der Zeit in welcher eine Börse oder ein geregelter Freiverkehr, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds notiert ist, geschlossen ist (ausser und gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse ausgesetzt oder eingeschränkt wurde.

2. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäss durchzuführen.

Art. 10. Rücknahme von Anteilen.

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäss Artikel 8 des Verwaltungsreglements gegen Übergabe der Anteilzertifikate oder, soweit solche ausgegeben wurden, der Anteilbestätigungen und wird zum nächsten, gemäss Artikel 8 des Verwaltungsreglements entsprechenden Bewertungstag mit 3-tägiger Valuta.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Zustimmung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäss den Bestimmungen des letzten Abschnitts von Artikel 8 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert. Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, dass das Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel umfasst, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

3. Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertbewertung gemäss Artikel 9 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, wie keine gesetzlichen Bestimmungen z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Art. 11. Ausgaben des Fonds.

1. Der Fonds trägt folgende Kosten:

- a) alle Steuern, die auf das Fondsvermögen und ggf. dessen Einkommen erhoben werden;
- b) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;
- c) das Entgelt für die Verwaltungsgesellschaft;
- d) das Entgelt für die Depotbank sowie deren Bearbeitungsgebühren;
- e) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber handeln;
- f) Druckkosten für Anteilzertifikate, soweit es sich nicht um Globalurkunden handelt;
- g) die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise, der Ausschüttungen sowie sonstiger für den Anteilinhaber wichtiger Informationen;
- h) die Kosten für die Einlösung der Ertragscheine;
- i) eventuel anfallende Kosten für den Druck und die Ausgabe neuer Ertragscheinbogen;
- j) die Kosten für den Druck, die Veröffentlichung und den Versand der Berichte und Verkaufsprospekte einschliesslich des Verwaltungsreglements;
- k) die Prüfungskosten für den Fonds;
- l) die Kosten einer etwaigen Börsennotierung oder -registrierung und/oder einer Vertriebszulassung im In- und Ausland betreffend den Fonds;
- m) die Kosten der Gründung des Fonds;

2. Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Art. 12. Rechnungsjahr und Revision.

1. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Oktober, zum ersten Mal am 31. Oktober 1999; ein erster ungeprüfter Zwischenbericht erscheint zum 30. April 1999.

2. Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft kontrolliert, die von der Verwaltungsgesellschaft zu ernennen ist.

Art. 13. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung aus den ordentlichen und ausserordentlichen Nettoerträgen inkl. der sonstigen Erträge des Fonds erfolgen wird und zahlt diese, falls beschlossen, sobald als möglich nach Vorlage der geprüften Jahresrechnung des Fonds aus. Als ordentliche Nettoerträge des Fonds gelten vereinnahmte Dividenden und Zinsen, abzüglich der allgemeinen Kosten, unter Ausschluss der realisierten Kapitalgewinne und Kapitalverluste oder der nicht realisierten Wertsteigerungen und Wertminderungen sowie des Erlöses aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten oder aller sonstigen Einkünfte nicht wiederkehrender Art. Als

ausserordentliche Nettoerträge des Fonds gelten die realisierten Kapitalgewinne abzüglich Kapitalverluste sowie die Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten. Sonstige Erträge sind die saldierten Einkünfte aus Finanzinnovationen, Derivate Geschäfte, Devisentermingeschäfte, Wertpapierleihe, Swap-Geschäfte und alle übrigen Einkünfte nicht wiederkehrender Art.

2. Unbeschadet der vorstehenden Regelung kann die Verwaltungsgesellschaft von Zeit zu Zeit, in Übereinstimmung mit der vom Verwaltungsrat beschlossenen Ausschüttungspolitik, die ordentlichen Nettoerträge oder realisierten Kapitalgewinne abzüglich realisierter Kapitalverluste und ausgewiesener Wertsteigerungen, sofern diese nicht durch ausgewiesene Wertsteigerungen ausgeglichen sind, ganz oder teilweise in bar auch in Form von Gratisanteilen ausschütten. Eventuell verbleibende Bruchteile können in bar bezahlt werden.

3. Eine Ausschüttung geschieht innerhalb der gesetzlichen Grenzen. Sie erfolgt auf die Anteile, die zum Ausschüttungstag ausgegeben waren, und es wird zu diesem Zweck ein Ertragsausgleich geschaffen und bedient.

4. Ausschüttungsbeträge, die nach 5 Jahren ab Datum der veröffentlichten Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen und gehen an den Fonds zurück.

Art. 14. Änderungen der Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit im Interesse der Anteilinhaber ganz oder teilweise ändern.

2. Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten fünf Tage nach ihrer Veröffentlichung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog Artikel 15 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 15. Veröffentlichungen.

1. Der Ausgabepreis und Rücknahmepreis sind jeweils am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Repräsentanten des Fonds im Ausland verfügbar. Der Inventarwert kann am Sitz der Verwaltungsgesellschaft angefragt werden.

2. Nach Abschluss eines jedes Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilinhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Nach Ende der ersten Hälfte eines jeden Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilinhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres.

3. Der Jahresbericht und alle Zwischenberichte des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 16. Dauer des Fonds und Auflösung.

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Eine Auflösung erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird, und wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in drei dann zu bestimmenden Tageszeitungen in solchen Ländern, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, veröffentlicht, wovon eine im Grossherzogtum Luxemburg erscheinende Tageszeitung sein muss.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und der Rücklauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilinhaber nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgerechnet und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Weder die Anteilinhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung und/oder Teilung des Fonds beantragen.

Art. 17. Verjährung. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Luxemburger Recht. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf Zeichnung und Rücknahme durch diese Anleger beziehen.

2. Die Vertragssprache ist deutsch. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

3. Dieses Verwaltungsreglement tritt am 16. November 1998 in Kraft und wird im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 4. Dezember 1998 veröffentlicht.

Angefertigt in Luxemburg, im November 1998.

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT	SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.
INTERNATIONAL S.A.	Die Depotbank
Die Verwaltungsgesellschaft	Unterschriften
Unterschriften	

Ihre Partner

Verwaltungsgesellschaft:

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. (OIM)
31, allée Scheffer
L-2520 Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. (=OIM) wurde am 27. September 1988 in Luxemburg gegründet und ist im Handelsregister von Luxemburg-Stadt unter der Nummer B 28.878 eingetragen. Sie ist eine Aktiengesellschaft und besteht auf unbestimmte Dauer. Die entsprechende Veröffentlichung erschien im Mémorial C Nr. 288 vom 28. Oktober 1998. Die Aktionäre sind zu 75% OPPENHEIM KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT m.b.H., Köln und zu 25% die SAL. OPPENHEIM JR & CIE. LUXEMBURG S.A. Per 31. Dezember 1997 betragen die eigenen Mittel der OIM (gezeichnetes Kapital und Ergebnisvortrag) TDM 554,1.

Ausser dem Fonds verwaltet die OIM noch die Investmentfonds Oppenheim Interlux, Oppenheim Dispo-Bond, Oppenheim Dispo-Cash, Oppenheim DM-Rent 3/99, Oppenheim Aktien Protect, OIM Vermögensaufbau-Fonds, Oppenheim Portfolio G, Bremen-Portfolio-I 9/2001, Balanced Portfolio A 2/08, Balanced Portfolio B 2/08, OIM Global Portfolio MEV, UK Equity Growth Fund, Euro Portfolio Bremen 6/2002, Oppenheim Aktien Europa Select.

Verwaltungsrat der OIM:

Vorsitzender:

Detlef Bierbaum, Köln
Teilhaber des Bankhauses SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. KGaA, Köln

Sonstige Mitglieder:

Dr. Bernd Borgmeier
Sprecher der Geschäftsführung der OPPENHEIM KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT m.b. H., Köln

Geschäftsführende Mitglieder:

Heinz Heisterkamp, Luxemburg
Mitglied der Geschäftsleitung der SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg
Mirko von Restorff, Bereldange
Mitglied der Geschäftsleitung der SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg

Abschlussprüfer des Fonds:

KPMG AUDIT
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft
31, allée Scheffer
L-2520 Luxemburg

Depotbank und Hauptverwaltung:

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.
31, allée Scheffer
L-2520 Luxemburg

Die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A. wurde am 30. Juni 1993 in Luxemburg gegründet und ist im Handelsregister von Luxemburg-Stadt unter der Nummer B 44.365 eingetragen. Sie ist eine Aktiengesellschaft und besteht auf unbestimmte Dauer. Sie ist eine der Nachfolgerbanken der am 10. April 1973 in Luxemburg gegründeten BANK OPPENHEIM PIERSON INTERNATIONAL S.A., deren Geschäfte sie zum Teil übernommen hat. Die Aktien liegen beim Bankhaus SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. Kommanditgesellschaft auf Aktien, Köln, und einem ihrer Teilhaber. Per 31. Dezember 1997 betragen die eigenen Mittel Mio DM 25,4.

Anlageberater:

TERRA NOVA ASSET MANAGEMENT LLC
885 Third Avenue, Suite 2908
New York, New York 10022

Zahlstellen:

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.
31, allée Scheffer
L-2520 Luxemburg
SAL. OPPENHEIM JR. & CIE.
Kommanditgesellschaft auf Aktien
Unter Schachsenhausen 4
D-50667 Köln

Vertriebsstelle für die Bundesrepublik Deutschland:

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE.
Kommanditgesellschaft auf Aktien
Unter Sachsenhausen 4
D-50667 Köln

Zusätzliche Informationen für Anleger in der Bundesrepublik Deutschland

Der Vertrieb von Anteilen des TN INTERNATIONAL PORTFOLIO OP in der Bundesrepublik Deutschland ist gemäss § 15c AuslInvestmG dem Bundesaufsichtsamt für des Kreditwesen, Berlin, angezeigt worden. Die deutsche Wertpapierkennnummer lautet 989085.

Zahlstelle in Deutschland

SAL. OPPENHEIM JR. & Cie., KGaA, Unter Sachsenhausen 4, D-50667 Köln

Bei der deutschen Zahlstelle können Rücknahmeanträge für die Anteile des Fonds eingereicht und die Rücknahmeerlöse, etwaige Ausschüttungen und sonstige Zahlungen durch die deutsche Zahlstelle an die Anteilseigner auf deren Wunsch auch in bar in der Landeswährung ausgezahlt werden. Etwaige anfallende Kosten trägt der Anteilseigner.

Ebenfalls bei der deutschen Zahlstelle sind alle erforderlichen Informationen für die Anleger kostenlos erhältlich, wie z.B.:

- | | |
|----------------------------------|---|
| - Verwaltungsreglement | - Dienstleistungsvertrag |
| - Verkaufsprospekt | - Depotbankvertrag |
| - Jahres- und Halbjahresberichte | - Anlageberatervertrag |
| - Ausgabe- und Rücknahmepreise | - Lux. Zahl- und Vertriebsstellenvereinbarung |

Zusätzlich zu den vorgenannten Unterlagen stehen bei der deutschen Zahlstelle die Zahl- und Vertriebsstellenvereinbarung, die zwischen der Verwaltungsgesellschaft OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. und SAL. OPPENHEIM JR. & CIE., KGaA, Köln geschlossen wurden, kostenlos zur Verfügung.

Veröffentlichungen

Die Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie die übrigen Mitteilungen an die Anteilhaber werden in der Bundesrepublik Deutschland in der Börsen-Zeitung, Frankfurt sowie im Reuters-Kurssystem veröffentlicht.

Vertriebsstelle für Deutschland

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE., KGaA, Unter Sachsenhausen 4, D-50667 Köln.

Bei der Vertriebsstelle für Deutschland sind alle erforderlichen Informationen für die Anleger kostenlos erhältlich, wie z.B. Verwaltungsreglement, Verkaufsprospekt, Jahres- und Halbjahresberichte, Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie sonstige Unterlagen (Dienstleistungs-, Depotbank-, Anlageberatervertrag sowie Zahl- und Vertriebsstellenvereinbarung).

Steuerliche Hinweise:

Die Verwaltungsgesellschaft OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. hat es sich für den Fonds zum Ziel gesetzt, die in § 17 Abs. 3 Nr. 2 und 3 AuslInvestmG aufgeführten steuerrechtlichen Anforderungen zu erfüllen. Zu diesem Zweck beabsichtigt sie, die Ausschüttungen und ausschüttungsgleiche Erträge in deutscher Sprache bekanntzumachen und die Richtigkeit dieser Angaben auf Anforderungen nachzuweisen. Ausserdem werden der Zwischengewinn und die Summe der nach dem 31. Dezember 1993 dem Inhaber der ausländischen Investmentanteile als zugeflossen geltenden, noch nicht dem Steuerabzug unterworfenen Erträge börsentäglich ermittelt und mit dem Rücknahmepreis veröffentlicht. Die Erfüllung der Voraussetzungen des § 17 Abs. 3 AuslInvestmG hat zur Folge, dass nicht ausgeschüttete Veräusserungsgewinne und im Falle von privatem Vermögen auch Ausschüttungen insoweit, als sie Gewinne aus der Veräusserung von Wertpapieren und Bezugsrechten enthalten, in Deutschland steuerfrei sind.

Enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 1998, vol. 514, fol. 6, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(47097/000/690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 1998.

**H-DCLHB, HARLEY-DAVIDSON CLUB HARLEY BROTHERS LUXEMBOURG, A.s.b.l.,
Association sans but lucratif.**

Siège social: L-6212 Consdorf, 58, route d'Echternach.

STATUTS**Titre 1^{er}. Dénomination, Siège social**

Art. 1^{er}. L'association a pour dénomination HARLEY-DAVIDSON CLUB HARLEY BROTHERS LUXEMBOURG, en abrégé H-DCLHB, association sans but lucratif. Son siège est établi au 58, route d'Echternach, L-6212 Consdorf.

Titre 2. But et Objet

Art. 2. L'association a pour but et objet:

- de créer des relations amicales entre ses membres et ceux des autres associations poursuivant le même but,
- de réaliser par toutes sortes de manifestations culturelles et sportives, et notamment toutes sortes de rencontres entre Clubs Harley-Davidson sur le plan international, une récolte de fonds destiné à une oeuvre de charité au choix de l'association,
- de gérer les avoirs dont elle disposera et d'accomplir à cet effet tous actes de disposition, d'administration et de gestion, en ce compris tous modes de placement en vue de faire fructifier les avoirs,
- d'assurer éventuellement le financement des projets à caractère socio-culturel,
- de promouvoir le tourisme en motocyclette au Luxembourg,
- de collaborer avec la FEDERATION EUROPEENNE DES CLUBS HARLEY-DAVIDSON (FH-DCE) et la LETZEBUERGER MOTO-INITIATIVE.

L'association peut contracter avec tous tiers en vue de favoriser directement ou indirectement la réalisation de son objet social.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Titre 3. Membres - Admissions - Démissions

Art. 4. L'association comporte deux catégories de membres: les membres actifs et les membres honoraires.

En cas de retrait d'un membre, le membre qui s'est retiré ne peut prétendre à un quelconque droit sur le fonds social de l'association. L'assemblée générale se prononcera alors sur l'admission d'un nouvel membre en remplacement du membre retiré.

Le nombre des membres actifs ou honoraires est illimité. Toutefois l'admission d'un membre actif ou honoraire est soumise à l'approbation préalable du comité. Le comité n'est pas tenu de justifier la raison du refus d'admission.

Tout membre actif ou honoraire est libre de se retirer de l'association ou de rester membre. Conformément aux dispositions légales applicables en matière d'association sans but lucratif, le membre actif ou honoraire qui, pour une raison quelconque, cesse d'être membre, ainsi que les ayants droit d'un membre effectif ou honoraire décédé, ne peuvent prétendre à aucun droit sur le fonds social de l'association.

Art. 5. L'exclusion d'un membre actif ou honoraire peut toujours être décidée par l'assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Cette décision est notifiée au membre en question par lettre recommandée.

Titre 4. Cotisation et Avoirs

Art. 6. Les membres sont astreints à un droit d'entrée et à une cotisation mensuelle.

Les ressources de l'association comprennent:

- a) les recettes provenant des cotisations des membres,
- b) les revenus des avoirs de l'association,
- c) les dons ou legs éventuels,
- d) les recettes diverses.

Titre 5. L'assemblée générale - pouvoirs et fonctionnement

Art. 7. L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an et ceci au mois d'octobre ou de novembre. Elle est convoquée par écrit par le comité. Elle se réunit en séance extraordinaire chaque fois qu'elle est convoquée par le comité ou lorsqu'un cinquième des membres actifs le demande.

Art. 8. L'assemblée générale seule a le droit

- de modifier les statuts et de prononcer la dissolution de l'association
- de nommer et de révoquer les membres du comité
- d'approuver annuellement les comptes et les budgets
- de prendre toutes les décisions dépassant les limites des pouvoirs légalement et statutairement dévolus au comité.

Art. 9. Les propositions des membres qui parviendront au comité trente jours avant l'assemblée générale seront portées à l'ordre du jour.

Art. 10. Le président ou son suppléant assume la direction de l'assemblée générale.

Art. 11. Le vote a lieu par scrutin secret, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Art. 12. L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre de membres présents. Elle prend ses résolutions à la majorité simple des votants devant représenter au moins un tiers des membres actifs, sauf pour la révocation des membres du comité, l'exclusion d'un membre de l'association, la modification des statuts et la dissolution de l'association.

Art. 13. Deux réviseurs de caisse, non membres du comité, sont désignés annuellement par l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de l'association, ses fonds seront versés à un organisme reconnu d'utilité publique désigné par l'assemblée générale ou les liquidateurs.

Titre 6. Le comité - composition, élection, révocation et pouvoirs

Art. 15. Le comité se compose de cinq membres au moins et de onze membres au plus. Il se compose notamment

- d'un président
- d'un vice-président
- d'un secrétaire
- d'un trésorier.

Art. 16. Les membres du comité sont élus par l'assemblée générale au mois d'octobre ou de novembre. Les membres du comité peuvent aussi être élus à l'avance (pour l'année suivante) par une assemblée générale extraordinaire au mois d'avril ou de mai. Les candidatures pour le comité doivent être remises par écrit au président ou au secrétaire.

Art. 17. La durée du mandat du comité est d'un an. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 18. Le comité procède à la répartition des charges au sein même du comité. Les élections auront lieu en principe par vote secret et à la simple majorité des voix. En cas d'égalité de voix, la décision sera prise par un second vote.

Art. 19. Les membres du comité peuvent être révoqués par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents représentant au moins la moitié des membres actifs.

Art. 20. Le comité dirige le H-DCLHB, dans le cadre des dispositions statutaires ainsi que dans le cadre des décisions prises par l'assemblée générale. Il se réunit aussi souvent que de besoin sur convocation du secrétaire, sur demande du président ou de quatre membres au moins. Il peut délibérer valablement dès que la moitié des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, et en cas de partage la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 21. Les membres du comité absents sans excuse à plus de trois réunions au cours d'une année sont considérés comme démissionnaires du comité.

Art. 22. Le comité désigne les représentants et les candidats de l'association dans les assemblées, comités ou autres organes auxquels le H-DCLHB est affiliée.

Art. 23. Le président représente le H-DCLHB dans ses relations avec d'autres associations et autorités. Il peut se faire représenter par un vice-président ou un autre membre du comité. Il dirige les séances du comité et des assemblées générales.

Art. 24. Le secrétaire est chargé de la correspondance de l'association. Il reçoit le courrier destiné à l'association et le soumettra au comité lors de sa prochaine réunion. Le secrétaire, le trésorier, le président ou le vice-président sont autorisés à signer la correspondance. Le secrétaire convoque les réunions du comité et les assemblées générales. Il établit et tient à jour une liste des membres actifs et honoraires. Il établit les rapports des réunions du comité et des assemblées générales.

Art. 25. L'exercice de l'association commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera le jour de la création de l'association pour se clôturer le 31 décembre 1998. Le trésorier assure les travaux de comptabilité et de gestion financière de l'association. A cet effet, il encaisse ou fait encaisser les cotisations des membres auxquels il est autorisé avec le président à délivrer valablement quittance au nom de l'association. Toutes les factures, tous les avis de paiement et de recettes contresignés par un membre du comité doivent lui être adressés, et toutes les sommes reçues pour le compte du H-DCLHB, lui seront remises dans les meilleurs délais. Aucune dépense ne pourra être faite sans le consentement du comité.

Art. 26. La gestion du trésorier est contrôlée par deux réviseurs de caisse. Ils sont élus chaque année par l'assemblée générale, seul un des deux pouvant être réélu pour une seconde année. Les réviseurs doivent contrôler la caisse au moins une fois par an et ceci avant l'assemblée générale. Les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Art. 27. Pour motifs graves, les président, vice-président, secrétaire et trésorier pourront être relevés de leur fonction par le comité, tout en restant membre de ce comité. Le vote se fera à la majorité des deux tiers des membres, la voix des intéressés n'étant pas prise en compte.

Art. 28. Deux signatures sont nécessaires pour engager valablement l'association; pouvoir de signer est donnée au président, au vice-président, au secrétaire et au trésorier.

Titre 7. Modifications aux statuts, dissolution, liquidation

Art. 29. Les modifications aux statuts se feront à la majorité des deux tiers des membres présents devant représenter au moins la moitié des membres actifs. Toute modification des statuts doit être publiée dans le mois de sa date au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Art. 30. La dissolution peut être décidée par l'assemblée générale en se conformant à l'article 20 de la loi du 21 avril 1928. L'assemblée générale pourra par la même délibération désigner un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation de l'association.

Art. 31. Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts sera réglé conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée par la loi du 4 mars 1994.

Consdorf, le 6 octobre 1998.

M. Wolter	F. Reginella	A. Virgili
Président	Secrétaire	Caissier

Enregistré à Diekirch, le 9 novembre 1998, vol. 262, fol. 19, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Felten.

(92170/000/138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 11 novembre 1998.

ANTIQUARIUM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 23.525.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 60, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 1998.

ANTIQUARIUM S.A.

J.-R. Bartolini	C. Schlessler
Administrateur	Administrateur

(41315/795/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

ANTLO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 30.873.

Le bilan au 30 septembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 60, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 1998.

ANTLO S.A.

F. Mesenburg C. Schlesser
Administrateur Administrateur

(41316/795/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

AQUA-MED, GESELLSCHAFT FÜR MEDIZINISCHE KUREN, HANDEL-, HOTEL- UND DIENSTLEISTUNGEN mbH,

(en abrégé **AQUA-MED, S.à r.l.**).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 57.352.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 68, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Le Gérant

(41317/273/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

AREX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 40.807.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 1998, vol. 512, fol. 64, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour AREX, S.à r.l.

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN

Signature

(41318/518/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

ATLANTIC TECHNOLOGIES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 16, rue des Capucins.
R. C. Luxembourg B 35.606.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société DELTACOM INVESTMENT CORPORATION, société établie ayant son siège social au 303 Aarti Chambers, Victoria, Mahé (Republique des Seychelles),

ici représenté par Monsieur Michel Nilles, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 17 septembre 1998.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a, par son mandataire, prié le notaire d'acter que:

La société anonyme holding ATLANTIC TECHNOLOGIES S.A., R. C. B n° 35.606, fut constituée le 4 décembre 1990 sous la dénomination COMPAGNIE DE REASSURANCE V.T.M. - LUX par acte de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, dont les statuts furent publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 189 du 20 avril 1991.

Les statuts de ladite Société ont été modifiés par un acte du même notaire en date du 9 février 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations n° 216 du 2 juin 1994, ainsi que par un acte du notaire Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 27 décembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 149 du 27 mars 1997 et finalement par un acte du notaire Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich en date du 16 octobre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 55 du 24 janvier 1998.

La Société a actuellement un capital social de cinquante millions (50.000.000,-) de francs luxembourgeois représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de cent mille (100.000,-) francs luxembourgeois chacune, entièrement libérées.

La comparante s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la société ATLANTIC TECHNOLOGIES S.A.

Par la présente la comparante prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société ATLANTIC TECHNOLOGIES S.A. déclare que tout le passif de la Société est réglé.

L'activité de la Société a cessé; l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et il répondra personnellement de tous les engagements de la Société même inconnus à l'heure actuelle; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans à L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

Sur ce le mandataire de la comparante a présenté au notaire deux certificats représentatifs d'actions toutes au porteur, lesquels ont été immédiatement lacérés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite à la mandataire du comparant, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Nilles, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 1998, vol. 111S, fol. 14, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 1998.

A. Schwachtgen.

(41320/230/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

VIKING CROISIERES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

STATUTS

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the twenty-third of September.

Before Us, Maître Alphonse Lentz, notary, residing at Remich.

There appeared:

1. - VIKING HIVER CRUISES S.A., with registered office in Luxembourg, represented by Maître Marianne Goebel, attorney at law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in London, September 21, 1998.

2. - Mr Torstein Hagen, company director, residing in London, represented by Maître Marianne Goebel, prenamed, by virtue of a proxy given in London, September 21, 1998.

The proxies given, signed *ne varietur* by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties have decided to form amongst themselves a company in accordance with the following Articles of Incorporation:

Art. 1. There is hereby formed a corporation (société anonyme) under the name of VIKING CROISIERES S.A.

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair the normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

The corporation is established for an unlimited period.

Art. 2. The object of the corporation is the purchase, the sale, the affreightment, the freighting and the management of sea-going vessels as well as all financial and commercial operations which are directly or indirectly related to the Corporation's object.

Art. 3. The corporate share capital is set at forty thousand USD (40,000.- USD) consisting of twenty thousand (20,000) shares with a par value of two USD (2.- USD) each, which have been subscribed and fully paid in.

The authorized capital is fixed at one million USD (1,000,000.- USD) consisting of five hundred thousand (500,000) shares with a par value of two USD (2.- USD) each.

The authorized and the subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation, as prescribed in article 5 hereof.

Furthermore the board of directors is authorized, during a period of five years after the date of publication of these articles of incorporation, to increase from time to time the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount may be subscribed and issued with or without an issue premium, as the board of directors may from time to time determine. The board of directors is specially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the corporation, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which Law prescribes the registered form. The corporation's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

The corporation may, to the extent and under terms permitted by law redeem its own shares.

Art. 4. The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacant directorship previously appointed by general meeting, the remaining directors as appointed by general meeting have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 5. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

The board of directors may elect a chairman; in the absence of the chairman, another director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram or telex, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or facsimile.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, managers, or other officers; they need not be shareholders of the corporation.

Delegation of day-to-day management to a member of the Board is subject to previous authorization by the General Meeting of shareholders.

The first person to which the daily management will be delegated may be appointed by the first General Meeting of shareholders.

The corporation is committed either by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the delegate of the board.

Art. 6. The corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 7. The corporation's financial year shall begin on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 8. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the last monday of May at 5.00 p.m.

If said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Art. 9. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The board of directors may decide that the shareholders desiring to attend the general meeting must deposit their shares five clear days before the date fixed therefore. Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 10. The general meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

It shall determine the appropriation and distribution of net profits.

The board of directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Art. 11. The Law of August 10, 1915 on Commercial Companies as amended, shall apply insofar as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitional dispositions

1. - The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31st of December 1998.
2. - The first annual general meeting shall be held in 1999.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed to the shares as follows:

1. - VIKING HIVER CRUISES S.A., with registered office in Luxembourg, nineteen thousand nine hundred and ninety-nine shares	19,999
2. - Mr Torstein Hagen, company director, residing in London, one share	1
Total: twenty thousand shares	<u>20,000</u>

The party sub 1 is designated founder; the party sub 2 only intervenes as common subscriber.

All these shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of forty thousand USD (40,000.- USD) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimation

For registration purposes, the corporate capital is evaluated at 1,390,000.- Luxembourg francs.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at about 63,000.- LUF.

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The number of directors is set at three and that of the auditors at one.

Second resolution

The following have been appointed directors:

- Mr Raymond Van Herck, company director, residing in Luxembourg.
- Mr Torstein Hagen, company director, residing in London.
- Mr Charles Duro, attorney at law, residing in Luxembourg.

Third resolution

Has been appointed auditor:

- ARTHUR ANDERSEN, Société Civile, having its registered office in Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

Fourth resolution

The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year 2004.

Fifth resolution

The meeting authorizes the Board of Directors to delegate the daily management of the business of the corporation to one or more of its directors.

Sixth resolution

According to the right given by article 5 of the articles of incorporation, the meeting appoints as first day-to-day business manager of the corporation Mr Raymond Van Herck prenamed, who will be able to bind the corporation by his single signature, in the limits of the daily management as broad as possible, including all bank operations. His title will be managing director.

Seventh resolution

The registered office will be fixed at 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergencies between the French text and the English text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich.

Ont comparu:

1. - VIKING HIVER CRUISES S.A., avec siège social à Luxembourg, ici représentée par Maître Marianne Goebel, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 21 septembre 1998.

2. - Monsieur Torstein Hagen, administrateur de sociétés, demeurant à Londres, ici représentée par Maître Marianne Goebel, prénommée, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 21 septembre 1998.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de VIKING CROISIERES S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

Art. 3. Le capital social est fixé à quarante mille US Dollars (40.000,- USD), divisé en vingt mille (20.000) actions de deux US Dollars (2,- USD) chacune, entièrement libérées.

Le capital autorisé est fixé à un million de US Dollars (1.000.000,- USD) représenté par cinq cent mille (500.000) actions de deux US Dollars (2,- USD) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 5 ci-après.

En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de la publication des présents statuts, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé même par des apports autres qu'en numéraire. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration en temps qu'il appartiendra. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative. Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le dernier lundi du mois de mai à 17.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1998.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 1999.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. - VIKING HIVER CRUISES S.A., avec siège social à Luxembourg, dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	19.999
2. - Monsieur Torstein Hagen, administrateur de sociétés, demeurant à Londres, une action	1
Total: vingt mille actions	20.000

La comparante sub 1 est désignée fondateur; le comparant sub 2 n'intervient qu'en tant que simple souscripteur.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de quarante mille dollars US (40.000,- USD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de 63.000,- LUF.

Estimation

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à 1.390.000,- francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes.

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Raymond Van Herck, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
- Monsieur Torstein Hagen, administrateur de sociétés, demeurant à Londres.
- Maître Charles Duro, avocat, demeurant à Luxembourg.

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire:

- ARTHUR ANDERSEN, Société Civile, avec siège social à Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

Quatrième résolution

Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2004.

Cinquième résolution

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs de ses membres.

Sixième résolution

Faisant usage de la faculté offerte par l'article 5 des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société, Monsieur Raymond Van Herck, prénommé, lequel pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Septième résolution

Le siège social est fixé au 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version anglaise, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue de lui connue au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Goebel, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 23 septembre 1998, vol. 461, fol. 83, case 8. – Reçu 13.900 francs.

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société.

Remich, le 29 septembre 1998.

A. Lentz.

(41307/221/315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

AUBERGE DU SOLEIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de AUBERGE DU SOLEIL S.A., qui a été tenue à Luxembourg à Luxembourg en date du 28 août 1998 que:

1) le siège social de la sociétés a été transféré de Luxembourg, 13, rue Aldringen, à L-1330, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, et

2) Nomination de Maître Guy Ludovissy, avocat-avoué comme conseil juridique de la société;
Luxembourg, le 28 août 1998.

Pour extrait conforme
M^e G. Ludovissy

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 61, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41321/758/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

AUDIOFINA, COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE POUR L'AUDIO-VISUEL ET LA FINANCE, Société Anonyme.

Siège social: L-2211 Luxembourg, 1, rue de Namur.
R. C. Luxembourg B 10.807.

Le rapport semestriel au 30 juin 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998, vol. 512, fol. 55, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

AUDIOFINA S.A.

(41322/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le lundi, 6 avril 1998 à 10.00 heures à Luxembourg

Les actionnaires de la société BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A., au capital de 5.000.000,- LUF ont été réunis sur la convocation du Conseil d'Administration faite par lettre recommandée adressée à chacun d'eux par pli en date du 2 mars 1998.

Il a été tenu une feuille de présence qui a été soumise à l'émargement de chacun des actionnaires présents tant pour lui-même que, le cas échéant, pour le compte de tout autre actionnaire dont il pouvait être mandataire en vertu d'un pouvoir régulier.

En sa qualité de Président du Conseil d'Adminstration, Monsieur C. Hendriks, ouvre la séance et appelle Monsieur R. Nyberg à exercer la fonction de scrutateur.

Monsieur C. Hendriks demande Mlle R. Vermeiren de tenir le secrétariat de la réunion, ce qu'elle accepte.

Constatant que d'après la feuille de présence tous les actionnaires sont présents ou représentés totalisant les 1.000 actions, le président, Monsieur C. Hendriks, déclare l'Assemblée régulièrement constituée pour délibérer sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

La discussion close, il est passé au vote des résolutions suivantes:

Résolution 1: Poursuite des activités de la société

Comme la perte totale du premier exercice clôs le 31 décembre 1997 est supérieure au trois quarts du capital social de la société (article 100 de la loi sur les sociétés), l'Assemblée s'est délibérée sur la situation actuelle et a décidé de continuer les activités de la société. A cet effet, la société mère lui a accordé un prêt dégressif de 5 million LUF pour fonds de roulement, qui est à rembourser sur cinq années.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 2: Démission d'un Administrateur

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur J. Gielen, demeurant à 5495 Wintrange, 25 Route du Vin, de sa fonction d'Administrateur de la société, ce qui suit de son départ de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolution 3: Nomination d'un nouveau Administrateur

En remplacement de Monsieur J. Gielen, l'Assemblée décide de nommer Monsieur Jean Dellisse, demeurant à 5820 Fentange, 13, rue Ad. Diederich, Administrateur de la société à partir de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Tous les sujets de l'ordre du jour étant traités, le Président lève la séance à 10.30 heures.

Etablie à Luxembourg, le 6 avril 1998.

C. Hendriks

R. Nyberg

R. Vermeiren

Président

Scrutateur

Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 71, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41333/000/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le vendredi, 15 mai 1998 à 14.00 heures à Luxembourg

Les actionnaires de la société BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A., au capital de 5.000.000,- LUF ont été réunis sur la convocation du Conseil d'Administration faite par lettre recommandée adressée à chacun d'eux par pli en date du 14 avril 1998.

Il a été tenu une feuille de présence qui a été soumise à l'émargement de chacun des actionnaires présents tant pour lui-même que, le cas échéant, pour le compte de tout autre actionnaire dont il pouvait être mandataire en vertu d'un pouvoir régulier.

En sa qualité de Président du Conseil d'Administration, Monsieur C. Hendriks, ouvre la séance et appelle Monsieur R. Nyberg à exercer la fonction de scrutateur.

Monsieur C. Hendriks demande Mlle R. Vermeiren de tenir le secrétariat de la réunion, ce qu'elle accepte.

Constatant que d'après la feuille de présence tous les actionnaires sont présents ou représentés totalisant les 1.000 actions, le président, Monsieur C. Hendriks, déclare l'Assemblée régulièrement constituée pour délibérer sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Ensuite, le Président passe à l'ordre du jour:

1. Communications du Président sur l'exercice 1996/1997

Le président de l'Assemblée Générale communique que le premier exercice retardé 1996-1997 de la société a été clôturé avec une perte de 3.990.444,- LUF, résultant d'un produit total de 3.031.846,- LUF et des charges de 7.022.290,- LUF. Bien que la perte précitée soit supérieure au trois quarts du capital social de la société, l'Assemblée a décidé de continuer les activités de la société (voir Assemblée Générale Extraordinaire du 6 avril 1998).

Une des principales raisons pour cette perte est que la société n'a pu commencer avec l'exploitation de ses activités qu'au début de l'année 1997, après réception de l'autorisation officielle de l'I.M.L. En plus pendant cette première exercice, la société s'est concentrée sur la mise en place d'une procédure de recouvrement appropriée. A cet effet des investissements importants dans l'informatique (Win-Girc/Fiad) ont été nécessaires.

Le chiffre d'affaires étant très limité pendant cette période de démarrage, le Conseil d'Administration a décidé d'activer une partie de ses frais d'établissement, soit 3.654.417,- LUF pour les amortir sur cinq années.

Le manque temporaire des liquidités a été résolu par un prêt de 5 million LUF, qui a été accordé par BUREAU EUROPA S.A. et est à rembourser au plus tard dans les cinq années.

Actuellement, on est en train d'introduire toutes les données et de tester le programme de recouvrement à fond. Le Conseil d'Administration prévoit que tous les décomptes seront à jour le 30 juin 1998.

Comme le contrat de bail a été résilié indûment par le propriétaire en février 1998, la société a été forcée de chercher des autres locaux, ce qu'elle a trouvés dans le Boulevard Napoléon 1^{er} à Luxembourg. Le déménagement est prévu à partir du 1^{er} juillet 1998. La communication par I.S.D.N. avec la société-mère en Belgique sera réalisée de ces nouveaux bureaux. Des investissements supplémentaires au niveau du cablage et d'une centrale téléphonique s'imposeront.

Un des administrateurs, M. J. Gielen, a donné sa démission et a été remplacé par M. J. Dellisse à partir du 6 avril 1998, qui plus particulièrement est responsable pour l'entretien des relations publiques.

Vu le potentiel important du marché luxembourgeois, le Conseil d'Administration a toujours pleine confiance que la situation actuelle va se redresser au cours de l'exercice 1998 et que les objectifs budgétaires seront atteints.

2. Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 1996/1997

Le Président de l'Assemblée Générale transmet une copie du rapport du Commissaire aux Comptes et en fait la lecture à tous ceux qui sont présents.

De ce rapport on peut conclure que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives et donnent, en conformité avec les prescriptions légales, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 1997.

En ce qui concerne la demande du Commissaire aux Comptes de délibérer sur la dissolution éventuelle de la société (la perte totale supérieure au trois quarts du capital social de la société) le Président reconferme que l'Assemblée Générale a décidé le 6 avril 1998 de continuer l'exploitation de ses activités.

3. Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 1996/1997

Après lecture et explication du rapport de gestion sur l'exercice 1996/1997, établi par le Conseil d'Administration, à tous ceux qui sont présents, il est approuvé et adopté à l'unanimité.

4. Délibération et décision sur les comptes de l'exercice 1996/1997

Connaissance prise du résultat de l'exercice qui se traduit par une perte de 3.990.444,- LUF, l'Assemblée Générale délibère et décide à l'unanimité, sur proposition du Conseil d'Administration, de reporter la perte subie à l'exercice prochain.

5. Quitus au Commissaire aux Comptes et au Conseil d'Administration

Sur demande du Président, l'Assemblée Générale donne quitus au Commissaire aux Comptes et aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice de leur mandat pendant l'année 1996/1997, ce qui est adoptée à l'unanimité.

Tous les sujets de l'ordre du jour étant traités et comme personne de tous ceux qui sont présents demande la parole, le Président lève la séance à 15.00 heures.

Etablie à Luxembourg, le 15 mai 1998.

C. Hendriks
Président

R. Nyberg
Scrutateur

R. Vermeiren
Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 71, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41334/000/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Procès-verbal du Conseil d'Administration tenu le lundi, 22 juin 1998 à 10.00 heures à Luxembourg

Conformément à la loi et l'article 2 des statuts de notre société, le Conseil d'Administration de BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A. a décidé de transférer le siège de la société précitée à partir du 29 juin 1998 à la nouvelle adresse suivante:

40, boulevard Napoléon 1^{er}, Résidence du Stade, 2210 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Fait à Luxembourg, le 22 juin 1998.

BUREAU EUROPA - KREBES LUXEMBOURG S.A.

R. Nyberg
Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 71, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41335/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

C. INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Nevis.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding C. INVESTMENTS HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 34, avenue de la Porte-Neuve, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 32.688, constituée suivant acte notarié du 28 décembre 1989, publié au Mémorial C numéro 242 du 19 juillet 1990, et dont les statuts n'ont subi depuis aucune modification.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Jeanne Zambon-Gillen, employée privée, demeurant à Dudelange (Luxembourg).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Brendan D. Klapp, employé privé, demeurant à Bettembourg (Luxembourg).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Changement de la nationalité et transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Nevis, décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1(1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Adoption par la société de la nationalité de Nevis, le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'inscription de la société au registre des sociétés à Nevis.

2.- Décision de conférer à Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), tous les pouvoirs pour faire opérer la radiation de la société du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sur base d'un certificat d'inscription au registre des sociétés à Nevis.

3.- Acceptation de la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes avec effet au jour de la radiation de la société au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

4.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs fonctions jusqu'au jour de la radiation de la société au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

5.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective du Grand-Duché de Luxembourg à Nevis (West Indies) et de faire adopter par la société la nationalité de Nevis, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969, et le tout sous la condition suspensive de l'inscription de la société au registre des sociétés à Nevis.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été payés au Grand-Duché de Luxembourg, à la date du 2 janvier 1990.

Deuxième résolution

L'assemblée décide que le nouveau siège social de la société à Nevis, sera fixé à l'adresse suivante: «Main Street, Charlestown, Nevis, West Indies, P.O. Box 556».

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de tous les administrateurs et commissaire aux comptes de la société actuellement en fonction et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs et ceci seulement avec effet au jour de la radiation de la société au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs généralement quelconques à Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), à l'effet de parvenir à la radiation de l'inscription de la société au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sur base d'un certificat d'inscription requis à Nevis et des actes y afférents et de faire toutes démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: M.-F. Ries-Bonani, J. Zambon-Gillen, B. D. Klapp, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 septembre 1998, vol. 837, fol. 24, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 octobre 1998.

J.-J. Wagner.

(41336/239/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

CARBOFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 12, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 47.207.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 1998, vol. 512, fol. 36, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

(41339/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

CALIM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 16.181.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 3 août 1998

- Suite à la démission de Madame Eliane Irthum, la société FINIM LIMITED, Jersey a été cooptée Administrateur en remplacement. Elle terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2001.

- Le siège social est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
CALIM INTERNATIONAL S.A.
Signature Signature
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 59, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41337/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

CANREAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.384.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 3 août 1998

- Suite à la démission de Monsieur Bob Faber, la société FINIM LIMITED, Jersey a été cooptée Administrateur en remplacement. Elle terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 1998.

- Le siège social est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
CANREAL S.A.
F. Mesenburg C. Schlessler
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 60, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41338/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

CHAMERON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 62.728.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de CHAMERON S.A., qui a été tenue à Luxembourg en date du 30 septembre 1998 que:

1) Le siège social de la société est transféré de L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen à L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

2) Monsieur Miguel Munoz, demeurant à L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri et GALLIPOLI INTERNATIONAL LIMITED établie et ayant son siège social à Dublin 2 (Irlande), 19 Ely Place, sont nommés administrateurs de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2003 en remplacement de Maître Guy Ludovissy et de Mademoiselle Martine Even, démissionnaires avec effet au 30 septembre 1998

3) Maître Guy Ludovissy, avocat-avoué, demeurant à L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen, est nommée conseil juridique de CHAMERON S.A.

4) GALLIPOLI LIMITED, établie et ayant son siège social à Dublin 2 (Irlande) 19 Ely Place, est nommée commissaire aux comptes de la société en remplacement de Maître Karin Weirich.

Le mandat de GALLIPOLI LIMITED expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2003.

Luxembourg, le 30 septembre 1998

Pour extrait conforme
G. Ludovissy

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 61, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41344/758/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

C.A.T. HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 48.429.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1997, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent enregistrés à Luxembourg, le 29 septembre 1998, vol. 512, fol. 42, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire du 14 septembre 1998, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

M. Peter Wodtke, banquier, demeurant à Londres, Angleterre;
M. Salim Meouchi, lawyer, demeurant à Beyrouth, Liban;
M. David Samber, business consultant, demeurant à Londres, Angleterre;
Mme Myrna Bustani, administrateur de sociétés, demeurant à Beyrouth, Liban, comme administrateur A;
Sh. Fouad El-Khazen, engineer, demeurant à Beyrouth, Liban, comme administrateur A;
M. Nabil Iskandar A. El-Khoury, company director, demeurant à Beyrouth, Liban, comme administrateur B;
M. Camille A. El-Khoury, company director, demeurant à Beyrouth, Liban, comme administrateur B;
M. Issam Shamma, engineer, demeurant à Beyrouth, Liban, comme administrateur C;
M. Nizam Shamma, engineer, demeurant à Beyrouth, Liban, comme administrateur C;
Leurs mandats expirent à l'issue de la sixième assemblée générale annuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 1998.

Signature.

(41340/534/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

AUTOMATIC BUSINESS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 63.520.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Extraordinaire du 2 juillet 1998

- Monsieur Jean-Michel Lopez, administrateur de sociétés, demeurant 6, Lacets Saint Léon à Monte-Carlo est nommée administrateur en remplacement de Mademoiselle Monique Laborde pour la durée du mandat restant à courir.
- Le siège social est transféré au 27, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

H. Burles J.-P. Laborde J.-M. Lopez
Président Secrétaire Scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998, vol. 512, fol. 56, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(41323/700/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 24, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 10.383.

Conformément à l'Article 18 des statuts, la liste des Signatures Autorisées datée juin 1998, enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 69, case 2, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

La liste annule et remplace toutes les listes des Signatures Autorisées déposées antérieurement.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BANQUE NATIONALE DE PARIS (LUXEMBOURG) S.A.

X. Boissinot G. Reding

(41324/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BDI, BUSINESS DEVELOPMENT INTERNATIONAL, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 29.843.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1997, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent enregistrés à Luxembourg, le 29 septembre 1998, vol. 512, fol. 42, case 10, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 septembre 1998

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 1998:

- AUDIEX S.A., Société Anonyme, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 1998.

Signature.

(41326/534/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BAY-RUM IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 34.691.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 3 août 1998

- Suite à la démission de Monsieur Bob Faber, la société FINIM LIMITED, Jersey a été cooptée Administrateur en son remplacement. Elle terminera le mandat de son prédécesseur, démissionnaire, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2001.
- Le siège social est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
BAY-RUM IMMOBILIERE S.A.
F. Mesenburg J. P. Reiland
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 60, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41325/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BERGERAC HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 62.268.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de BERGERAC HOLDINGS S.A., qui a été tenue à Luxembourg en date du 30 septembre 1998 que:

1) Le siège social de la société est transféré de L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen à L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

2) Monsieur Miguel Munoz, demeurant à L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri et GALLIPOLI INTERNATIONAL LIMITED établie et ayant son siège social à Dublin 2 (Irlande), 19 Ely Place, sont nommés administrateurs de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2003 en remplacement de Maître Guy Ludovissy et de Mademoiselle Martine Even, démissionnaires avec effet au 30 septembre 1998

3) Maître Guy Ludovissy, avocat-avoué, demeurant à L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen, est nommée conseil juridique de BERGERAC HOLDINGS S.A.

4) GALLIPOLI LIMITED, établie et ayant son siège social à Dublin 2 (Irlande) 19 Ely Place, est nommée commissaire aux comptes de la société en remplacement de Maître Karin Weirich.

Le mandat de GALLIPOLI LIMITED expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2003.

Luxembourg, le 30 septembre 1998

Pour extrait conforme
G. Ludovissy

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 61, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41327/758/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

COMETA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte reçu par Maître Hyacinthe Glaesener, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 juin 1979, publié au Mémorial C numéro 218 du 19 septembre 1979 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 13 juin 1984, publié au Mémorial C numéro 203 du 30 juillet 1984, au capital social de dix million de francs luxembourgeois (10.000.000,-).

DISSOLUTION

Il résulte d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, prénommé, en date du 17 septembre 1998, que la liquidation de la société anonyme COMETA S.A., avec siège social à Luxembourg, a été définitivement clôturée, que les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège de ladite société.

Pour extrait conforme
F. Kessler

(41346/219/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BORA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 13.335.

Le bilan au 30 septembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 60, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 1998.

BORA HOLDINGS S.A.
Signature Signature
Administrateur Administrateur

(41328/795/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BRITISH AND CONTINENTAL UNION LIMITED, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 2.642.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mars 1998

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 1998, les mandats des administrateurs MM. Jean Bodoni, Guy Baumann et Guy Kettmann ont été renouvelés pour la durée de six ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2004. Celui du commissaire aux comptes Mme Myriam Spiroux-Jacoby a été renouvelé pour la durée d'un an jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 1999.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998.

Pour BRITISH AND CONTINENTAL UNION LIMITED S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

P. Frédéric S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 67, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41329/006/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BRONDI FINANZIARIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 49.927.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 68, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(41330/273/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

**COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE S.C.A., Société en commandite par actions,
(anc. COMPAGNIE FINANCIERE DE PLACEMENTS), Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 31.470.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt et un août.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme COMPAGNIE FINANCIERE DE PLACEMENTS, avec siège social à Luxembourg, 50, route d'Esch, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 31.470, à savoir:

1. NV MONTENAY S.A., société anonyme de droit belge, avec siège social à B-1070 Anderlecht, Quai Fernand Demets, 52, inscrite au registre de commerce de Bruxelles (Belgique) sous le numéro 348.457, ici représentée par Mademoiselle Carol Deltenre, employée privée, demeurant à Arlon (Belgique), en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles (Belgique), le 3 août 1998, ci-annexée, détenant trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	3.999
2. ETABLISSEMENTS FRANCIS & TYTGAT, société anonyme de droit belge, avec siège social à B-9090 Melle, Brusselsesteenweg, 441, inscrite au registre de commerce de Gent (Belgique) sous le numéro 106.388, ici représentée par Mademoiselle Carol Deltenre, préqualifiée, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Melle (Belgique), le 10 août 1998, ci-annexée, détenant une action	1
Total: quatre mille actions	4.000

sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de la société d'un montant de quatre cents millions (400.000.000,-) de francs belges.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de COMPAGNIE FINANCIERE DE PLACEMENTS, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

Première résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article trois des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 3. Objet.** La société est une société holding de financement de COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE S.C.A.

La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

La société peut en outre faire l'acquisition et la mise en valeur de brevets et licences connexes.

La société peut emprunter sous toutes les formes et en toutes monnaies avec ou sans garantie, procéder à l'émission d'obligations et créances et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou qui relèvent du groupe de sociétés contrôlées par COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE S.C.A. tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding.»

Frais

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à vingt-cinq mille (25.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: C. Deltenre, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 1998, vol. 110S, fol. 48, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée à ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998.

R. Neuman.

(41347/226/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

**COMPAGNIE GENERALE DE CHAUFFE S.C.A., Société en commandite par actions,
(anc. COMPAGNIE FINANCIERE DE PLACEMENTS), Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 31.470.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

R. Neuman.

(41348/226/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

CHÂTEAU DE FEUILLES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de CHÂTEAU DE FEUILLES S.A., qui a été tenue à Luxembourg en date du 28 août 1998 que:

1) le siège social de la société a été transféré de Luxembourg, 13, rue Aldringen à L-1330 Luxembourg, 54, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, et

2) Nomination de Maître Guy Ludovissy, avocat-avoué comme conseil juridique de la société.

Luxembourg, le 28 août 1998.

Pour extrait conforme

M^e Guy Ludovissy

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 61, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41345/758/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BRUNN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 40, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 48.166.

L'assemblée extraordinaire de la société anonyme BRUNN S.A. réunie au siège social le 23 septembre 1998 a nommé M. Stefan Arts, conseiller fiscal, demeurant à Luxembourg, M. Carl Speecke, mandataire commercial, demeurant à Luxembourg et Mme Betsie ten Brinke, fondé de pouvoir, demeurant à Bridel aux fonctions d'administrateurs en remplacement de M. Hans de Graaf, demeurant à Mamer, Madame Juliette Lorang, demeurant à Neihaischen et M. Maaten van de Vaart, demeurant à Steinsel, démissionnaires.

Le mandat de Messieurs Stefan Arts, Carl Speecke et Mme Betsie ten Brinke prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de l'an 2000.

Pour le Conseil d'Administration
H. de Graaf
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 69, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41331/003/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

BUILD INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 16.428.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 4 août 1998

- La société FINIM LIMITED, Jersey a été cooptée au poste d'Administrateur en remplacement de Monsieur Bob Faber, Administrateur démissionnaire. Elle terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2002.

- Le siège social est transféré au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme
BUILD INTERNATIONAL S.A.
F. Mesenburg C. Schlessler
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 60, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41332/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

S.A. CBR ASSET MANAGEMENT.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 37.015.

Acte constitutif publié à la page 20.183 du Mémorial C 421 du 7 novembre 1991.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 71, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(41341/581/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

COMPAGNIE MOBILIERE ET FINANCIERE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1937 Luxembourg, 5, rue Auguste Liesch.
R. C. Luxembourg B 50.320.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998, vol. 512, fol. 52, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Les comptes annuels sont publiés en version abrégée.

L'attestation de contrôle a été délivrée par le Commissaire aux comptes sans réserve.

Le rapport de gestion est tenu à disposition 5, rue Auguste Liesch à L-1937 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

COMPAGNIE MOBILIERE PITTEURS Secs
Signature
Administrateur-délégué

(41349/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

COMPAGNIE MOBILIERE ET FINANCIERE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1937 Luxembourg, 5, rue Auguste Liesch.
R. C. Luxembourg B 50.320.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998, vol. 512, fol. 52, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Les comptes annuels sont publiés en version abrégée.

L'attestation de contrôle a été délivrée par le Commissaire aux comptes sans réserve.

Le rapport de gestion est tenu à disposition 5, rue Auguste Liesch à L-1937 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

COMPAGNIE MOBILIERE PITTEURS Secs

Signature

Administrateur-délégué

(41350/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

COMPTOIR DU BIJOU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 38, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 49.500.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Marthe Thyes-Walch, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Christian Egon, bijoutier, demeurant à L-1648 Luxembourg, 38, place Guillaume.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Qu'il est le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée COMPTOIR DU BIJOU, S.à r.l., ayant son siège social à L-1684 Luxembourg, 38, avenue Guillaume, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 49.500, constituée suivant acte reçu en date du 18 novembre 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 111 du 15 mars 1995 et dont les statuts n'ont subi à ce jour aucune modification.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée COMPTOIR DU BIJOU, S.à r.l. prédésignée, s'élève actuellement à cinq cent mille francs (LUF 500.000,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de mille francs (LUF 1.000,-) chacun, entièrement libérées.

III.- Qu'en sa qualité d'associé unique, il a décidé de la dissolution de la prédite société avec effet immédiat.

IV.- Qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant exister à charge de la société et impayé ou inconnu à ce jour.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant, le présente minute.

Signé: C. Egon, M. Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 1998, vol. 111S, fol. 9, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Releveur ff. (signé): Hartmann.

Pour expéditoin conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 1998.

M. Thyes-Walch.

(41351/233/31) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

CROCI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 57.680.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 septembre 1998

- la société DMS & ASSOCIES, S.à r.l., Luxembourg est nommée en tant que nouveau Commissaire aux comptes en remplacement de ARTHUR ANDERSON, Luxembourg avec effet au 31 décembre 1996;

- l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes au 31 décembre 1996 et 1997 est reportée dans le courant du mois de septembre 1998.

Pour extrait sincère et conforme
CROCI INTERNATIONAL S.A.

M. V. Croci

M. P. Rossi

Administrateur

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 59, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): J. Muller.

(41356/795/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

ENTREPRISE MORREALE (EBI) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le dix-sept septembre.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ENTREPRISE MORREALE (EBI) S.A., avec siège social à L-4917 Bascharage, rue de la Continentale, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Frieders, de résidence à Luxembourg, en date du 8 février 1994, publié au Mémorial C, numéro 223 du 7 juin 1994 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire soussigné en date du 18 avril 1995, publié au Mémorial C, numéro 381 du 10 août 1995 et en date du 19 février 1998, publié au Mémorial C, numéro 403 du 4 juin 1998.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Salvatore Morreale, demeurant à F-54860 Haucourt, 23bis, rue Victor Hugo,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Léon Rentmeister, demeurant à Dahl.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Tom Stockreiser, demeurant à Grevenmacher.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Transfert du siège social de L-4917 Bascharage, rue de la Continentale à L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière et modification subséquente du premier paragraphe de l'article 2 des statuts de la société.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-4917 Bascharage, rue de la Continentale à L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière.

Suite à cette résolution, le premier paragraphe de l'article 2 des statuts de la société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Steinfort»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ vingt-cinq mille francs luxembourgeois (25.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, états et demeures, ont signé avec Nous, notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: S. Morreale, L. Rentmeister, T. Stockermeister, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 22 septembre 1998, vol. 413, fol. 72, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Medinger.

Pour expédition conforme, sur papier libre, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 6 octobre 1998.

A. Weber.

(41367/236/47) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

ENTREPRISE MORREALE (EBI) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Steinfort, 12, rue du Cimetière.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(41368/236/6) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

DEWAPLUS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 22.784.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire du 23 septembre 1998 actée par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg déposés au registre de commerce de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

Pour mention au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 1998.

(41360/208/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

DYLAN S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 59.552.

DISSOLUTION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 25 septembre 1998, que la liquidation de la société, décidée en date du 6 août 1998, a été clôturée et que DYLAN S.A. a définitivement cessé d'exister. Quitus a été accordé aux liquidateurs et au commissaire à la liquidation. Les livres sociaux resteront déposés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la société.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 1998.

Pour DYLAN S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

P. Frédéric S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 512, fol. 67, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41365/006/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 1998.

FIDELITY FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile, Kansallis House.
R. C. Luxembourg B 34.036.

NOTICE TO SHAREHOLDERS OF FIDELITY FUNDS

- | | |
|--|--|
| – CAPITALBUILDER WORLD FUND (DM) | – FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DM DEFENSIVE FUND (DM) |
| – EURO BLUE CHIP FUND (ECU) | – FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DM GROWTH FUND (DM) |
| – EURO STOXX50™ FUND (DM) ¹ | – FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DM |
| – EUROPEAN GROWTH FUND (DM) | MODERATE GROWTH FUND (DM) |
| – EUROPEAN SMALLER COMPANIES | – FIDELITY GESTION DYNAMIQUE (FF) |
| FUND (DM) | – FIDELITY GESTION EQUILIBRE (FF) |
| – FRANCE FUND (DM) | – EURO BALANCED FUND (DM) |
| – GERMANY FUND (DM) | – EURO BOND FUND (ECU) |
| – IBERIA FUND (SPta) | – CAPITALBUILDER DM CASH FUND (DM) |
| – ITALY FUND (LIRE) | |
| – PRIVATISATION + FUND (DM) | |

On 1st January, 1999 the EURO will be adopted as legal tender of the initial members of the EUROPEAN MONETARY UNION (EMU). Therefore, the board of directors of FIDELITY FUNDS has decided the following changes to the above funds:

A. Change of name

On 4th January, 1999:

1. The name of FIDELITY FUNDS - FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DM GROWTH FUND (DM) will be changed into FIDELITY FUNDS - FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR GROWTH FUND.
2. The name of FIDELITY FUNDS - FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DM MODERATE GROWTH FUND (DM) will be changed into FIDELITY FUNDS - FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR MODERATE GROWTH FUND.
3. The name of FIDELITY FUNDS - FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DM DEFENSIVE FUND (DM) will be changed into FIDELITY FUNDS - FIDELITY PORTFOLIO SELECTOR DEFENSIVE FUND.
4. The name of FIDELITY FUNDS - CAPITALBUILDER WORLD FUND will be changed into FIDELITY FUNDS - WORLD FUND.
5. The name of FIDELITY FUNDS - CAPITALBUILDER DM CASH FUND will be changed into FIDELITY FUNDS - EURO CASH FUND.

B. Change of fund currency in all price publications

The currency for price publications only, of the above funds will be changed from the current applicable currency to EURO on 4th January, 1999. Dealing prices for those funds will thus, as of 4th January, 1999 only be available in EURO. The currency of denomination of the funds concerned will however remain unchanged until 30th April, 1999, FIDELITY FUNDS' year end. Thereafter, the currency of denomination also will be the EURO.

Shareholders should note that they can redeem their shares free of charge or switch into any of the funds within the FIDELITY FUNDS range.

¹ EURO STOXX 50 is a mark of STOXX LIMITED and has been licensed for certain purposes by FIDELITY FUNDS.
(04508/584/44)

SOGELUX FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 25.970.

Le 13 novembre 1998, le Conseil d'Administration a décidé, dans le contexte du passage à l'EURO, de procéder aux modifications suivantes:

1. Modification du nom de certains compartiments obligataires, à compter du 7 décembre 1998

La politique d'investissement de chacun des compartiments ci-après cités étant assise sur la devise de libellé des valeurs mobilières pouvant composer le portefeuille (et non pas, comme l'intitulé actuel de ces compartiments pourrait le laisser entendre, sur la nationalité des émetteurs des valeurs en question), il est décidé de rectifier, dès le 7 décembre 1998, matin, l'intitulé desdits compartiments:

SOGELUX FUND/BONDS USA	devenant SOGELUX FUND/BONDS USD
SOGELUX FUND/BONDS JAPAN	devenant SOGELUX FUND/BONDS JPY
SOGELUX FUND/BONDS FRANCE	devenant SOGELUX FUND/BONDS FRF
SOGELUX FUND/BONDS GERMANY	devenant SOGELUX FUND/BONDS DEM
SOGELUX FUND/BONDS ITALY	devenant SOGELUX FUND/BONDS ITL
SOGELUX FUND/BONDS SPAIN	devenant SOGELUX FUND/BONDS ESP
SOGELUX FUND/BONDS UK	devenant SOGELUX FUND/BONDS GBP
SOGELUX FUND/BONDS SWITZERLAND	devenant SOGELUX FUND/BONDS CHF

Dès le 7 décembre 1998, les certificats représentatifs d'actions de ces compartiments seront échangés sans frais, nombre d'actions pour nombre d'actions, mais sans concordance de numéros, contre des certificats reprenant la nouvelle dénomination du compartiment concerné.

2. Modification du nom d'un compartiment monétaire

Dans un but d'harmonisation de la dénomination des compartiments monétaires du Fonds, il est décidé de modifier, à compter du 7 décembre 1998, matin, la dénomination du compartiment SOGELUX FUND/MONEY MARKET EUROPE en SOGELUX FUND/MONEY MARKET XEU (à compter du 1^{er} janvier 1999, le compartiment SOGELUX FUND/MONEY MARKET XEU sera réintitulé SOGELUX FUND/MONEY MARKET EURO).

Dès le 4 janvier 1999, les certificats émis avant le 7 décembre 1998 (portant la dénomination SOGELUX FUND/MONEY MARKET EUROPE) et les certificats émis entre le 7 et le 31 décembre 1998 (portant la dénomination SOGELUX FUND/MONEY MARKET XEU) seront échangés sans frais, nombre d'actions pour nombre d'actions, mais sans concordance de numéros, contre des certificats portant la dénomination SOGELUX FUND/MONEY MARKET EURO.

*3. Passage à l'EURO, à compter du 1^{er} janvier 1999,
de la devise de référence et de comptabilité des compartiments suivants:*

SOGELUX FUND/BONDS EUROPE
SOGELUX FUND/BONDS FRF
SOGELUX FUND/BONDS DEM
SOGELUX FUND/BONDS ITL
SOGELUX FUND/BONDS ESP
SOGELUX FUND/BONDS EURO SPREAD
SOGELUX FUND/EQUITIES EUROPE
SOGELUX FUND/EQUITIES FRANCE BLUE CHIPS
SOGELUX FUND/EQUITIES FRANCE OPPORTUNITIES
SOGELUX FUND/EQUITIES GERMANY
SOGELUX FUND/EQUITIES ITALY
SOGELUX FUND/EQUITIES SPAIN
SOGELUX FUND/EQUITIES EASTERN EUROPE
SOGELUX FUND/EQUITIES NETHERLANDS
SOGELUX FUND/EQUITIES NORDIC
SOGELUX FUND/EQUITIES EURO CYCLICALS
SOGELUX FUND/EQUITIES EURO NON CYCLICALS
SOGELUX FUND/EQUITIES EURO FINANCIAL
SOGELUX FUND/EQUITIES EURO MID CAP
SOGELUX FUND/MONEY MARKET XEU
SOGELUX FUND/MONEY MARKET DEM
SOGELUX FUND/MONEY MARKET FRF
SOGELUX FUND/MONEY MARKET ITL

Hormis le compartiment MONEY MARKET XEU, aucun compartiment ne sera rebaptisé le 1^{er} janvier 1999, même ceux dont l'intitulé fait référence à la devise de l'un quelconque des pays de la zone EURO.

*4. Redéfinition, pour la période du 1^{er} au 29 janvier 1999 au soir,
de la politique d'investissement des compartiments monétaires et obligataires
libellés en la devise de l'un quelconque des pays de la zone EURO*

En vue d'acter la redénomination progressive en EURO des valeurs mobilières libellées en devises des pays de la zone EURO, le Conseil d'Administration décide de redéfinir comme suit, pour la période allant du 1^{er} au 29 janvier 1999 au soir, la politique d'investissement des compartiments monétaires et obligataires suivants, appelés à fusionner le 29 janvier 1999 au soir:

SOGELUX FUND/BONDS FRF (investissant en FRF ou en EURO) est investi dans les instruments précités libellés en FRF ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en FRF ont été relibellés en EURO).

SOGELUX FUND/BONDS DEM (investissant en DEM ou en EURO) est investi dans les instruments précités libellés en DEM ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en DEM ont été relibellés en EURO).

SOGELUX FUND/BONDS ITL (investissant en ITL ou en EURO) est investi dans les instruments précités libellés en ITL ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en ITL ont été relibellés en EURO).

SOGELUX FUND/BONDS ESP (investissant en ESP ou en EURO) est investi dans les instruments précités libellés en ESP ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en ESP ont été relibellés en EURO).

SOGELUX FUND/MONEY MARKET EURO investit en instruments monétaires libellés en EURO ou dans une autre devise couverte par une opération de swap.

SOGELUX FUND/MONEY MARKET DEM investit en instruments monétaires libellés en DEM ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en DEM ont été relibellés en EURO) ou encore dans une autre devise couverte par une opération de swap.

SOGELUX FUND/MONEY MARKET FRF investit en instruments monétaires libellés en FRF ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en FRF ont été relibellés en EURO) ou encore dans une autre devise couverte par une opération de swap.

SOGELUX FUND/MONEY MARKET ITL investit en instruments monétaires libellés en ITL ou en EURO (si de tels instruments, originellement libellés en ITL ont été relibellés en EURO) ou encore dans une autre devise couverte par une opération de swap.

5. Fractions d'actions

Des fractions d'actions, jusqu'aux millièmes, pourront être émises, y compris dans le cadre des conversions d'actions entre compartiments (il est cependant rappelé que des certificats nominatifs ne sont délivrés que pour un nombre entier d'actions).

Un prospectus mis à jour, daté «Décembre 1998», est disponible au siège de la SICAV et aux guichets de la Banque Dépositaire (SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, 11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg).

Ce même prospectus est disponible en Belgique, auprès de l'établissement chargé du service financier (SOCIETE GENERALE, 5, place du Champ de Mars, B-1050 Bruxelles).

(04506/045/98)

Le Conseil d'Administration.

SOGELUX FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R. C. Luxembourg B 25.970.

OUVERTURE DU COMPARTIMENT SOGELUX FUND/BONDS EURO SPREAD

Le Conseil d'Administration, le 15 septembre 1998, avait décidé de créer ledit compartiment, libellé et valorisé en FRF, dont les actions seraient offertes ultérieurement en souscription et feraient l'objet d'une demande d'inscription à la cote de la Bourse de Luxembourg.

Par décision du Conseil d'Administration, du 13 novembre 1998, les actions dudit compartiment seront offertes en souscription, du 10 au 17 décembre 1998 (ces deux jours inclus), au prix initial de FRF 100,- par action; le paiement des actions souscrites au cours de cette période devra être effectué valeur 23 décembre 1998. Passée cette période d'offre initiale, les souscriptions reçues au jour le jour seront exécutées au prix d'émission calculé chaque jour d'évaluation, le premier calcul d'un tel prix d'émission étant effectué le 21 décembre 1998.

A compter du 1^{er} janvier 1999, la devise de référence et de comptabilité de ce compartiment sera l'EURO et le règlement du prix d'émission des actions souscrites pourra être effectué en EURO ou en n'importe quelle unité monétaire nationale de l'un des pays de la zone EURO.

La politique du compartiment SOGELUX FUND/BONDS EURO SPREAD est d'investir majoritairement ses actifs en titres d'emprunts libellés dans les devises de la zone EURO, émis par tous types d'émetteurs non étatiques, offrant des rendements supérieurs aux emprunts d'Etats de la zone EURO; ledit compartiment pourra, accessoirement, investir jusque 20 % de ses actifs en obligations, libellées en monnaies européennes n'appartenant pas à la zone EURO, présentant des avantages similaires de rendement. La qualité moyenne du crédit sur le portefeuille sera au minimum équivalente à celle d'un emprunt de notation A (Moody's ou Standard and Poor's).

Un prospectus mis à jour, daté «Décembre 1998», est disponible au siège de la SICAV et aux guichets de la Banque Dépositaire (SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, 11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg).

Ce même prospectus, est disponible, en Belgique, auprès de l'établissement chargé du service financier (SOCIETE GENERALE, 5, place du Champ de Mars, B-1050 Bruxelles).

(04507/045/27)

Le Conseil d'Administration.

ARDENT CHEMICALS S.A., Société Anonyme.

—
RECTIFICATIF

A la page 37598 du Mémorial C n° 784 du 28 octobre 1998 il y a lieu de lire comme siège social de la succursale de Lugano: WORLD TRADE CENTER, CH-6982 Agno (Suisse).

(04500/535/7)

CAISSE PRIVEE BANQUE, Société Anonyme.

Siège social: B-1050 Bruxelles, 2, place du Champ de Mars.
R. C. Bruxelles 305.366.

—
Le Conseil d'Administration de CAISSE PRIVEE BANQUE a décidé de fermer la succursale de Luxembourg avec effet au 24 décembre 1998.

Les documents relatifs aux relations entre la succursale et ses clients sont déposés à Luxembourg, à la disposition de ERNST & YOUNG S.A., 5, boulevard de la Foire à Luxembourg.

Pour les autres relations entre la succursale et ses co-contractants, les intéressés sont priés de contacter le siège à l'adresse préindiquée.

(04529/755/11)

CAISSE PRIVEE BANQUE S.A.

PROFIRENT S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxemburg, 26, boulevard Royal.
H. R. Luxemburg B 31.589.

—
Einberufung zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre welche am 18. Dezember 1998 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet und folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers;
2. Billigung der Bilanz zum 30. September 1998 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 1998 abgelaufene Geschäftsjahr;
3. Gewinnverwendung;
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder;
5. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung;
6. Verschiedenes.

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keinen Anwesenheitsbedingungen und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Um an der Versammlung zugelassen zu werden, müssen Eigentümer von Inhaberaktien wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktienzertifikate an einer der im Verkaufsprospekt aufgeführten Zahlstellen hinterlegen. Siw werden auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung zur Generalversammlung der Aktionäre zugelassen.

I (04422/755/25)

Der Verwaltungsrat.

IMBEX HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 57.683.

—
Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 24 décembre 1998 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1997. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Transfert du siège social.
5. Divers.

I (04502/595/16)

Le Conseil d'Administration.

VALAUCHAN INTERNATIONAL, Société en commandite par action.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 52.454.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra mardi, le 15 décembre 1998 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du gérant.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1997.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge au gérant quant à l'exercice sous revue.
5. Nomination des membres du conseil de surveillance.
6. Divers.

II (04330/528/17)

Le Gérant.

TING HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 35.410.

The shareholders are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

which is going to be held on 17th December 1998 at 3.00 p.m., at the head office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the balance sheet, the profit and loss account and allocation of the results as of December 31, 1996 and as per December 31, 1997.
3. Discharge to the directors and the statutory auditor.
4. Statutory elections.
5. Transfer of the registered office.
6. Miscellaneous.

II (04376/595/18)

The Board of Directors.

LUX-CROISSANCE, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 1, place de Metz.
R. C. Luxembourg B 38.527.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg, à Luxembourg, 1, rue Zithe, le lundi 14 décembre 1998 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir et adopter le rapport de gestion du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 1998
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 1998; affectation du bénéfice du compartiment et par classe d'actions
3. Donner quitus aux Administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Euro
6. Divers

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des établissements ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg
CAISSE CENTRALE RAIFFEISEN S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au Registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Des formules de procuration sont disponibles au siège social de la Société.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

II (04389/755/31)

Le Conseil d'Administration.

FLEMING FLAGSHIP SERIES II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 39.252.

Notice is hereby given to the Shareholders of FLEMING FLAGSHIP SERIES II («the Company») that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Company will be held at the registered office of the Company at European Bank & Business Center, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg on Wednesday 16 December 1998 at 3.00 p.m., or at any adjournment thereof, for the purpose of deliberation and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Report of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Annual Report for the financial year ended 31 July 1998;
3. Discharge of the Directors in respect of their duties carried out for the year ended 31 July 1998;
4. Appointment of the Directors and Auditor for a term of one year;
5. Any Other Business.

A Shareholder entitled to attend and vote at the Meeting may appoint a proxy to attend and vote on his behalf and such proxy need not be a Shareholder of the Company.

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the Shareholders attending in person or by proxy.

In order to be entitled to attend the Meeting, holders of bearer shares must deposit their bearer share certificates seven working days prior to the meeting with one of the following institutions:

ROBERT FLEMING & CO. LTD, Luxembourg Branch, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed form of proxy (available at the registered office of the Company) and return it at least seven working days prior to the date of the Annual General Meeting to the Company, c/o FLEMING FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., L-2888 Luxembourg, November 1998.

II (04430/644/29)

By Order of The Board of Directors.

INTERNATIONAL BOND INDEX FUND, Société d'Investissement à Capital Variable (in liquidation).

Registered office: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 23.855.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders will be held at the registered office of the Company in Luxembourg on 15 December 1998 at 2.00 p.m. in order to resolve on the following agenda:

Agenda:

1. To approve the report of the liquidator of the Company, the report of the Auditor to the liquidation and the liquidation accounts prepared by the liquidator.
2. To grant discharge to the members of the Board of Directors, the liquidator and the Auditor to the liquidation.
3. To acknowledge the closure of the liquidation of the Company, to determine the place where the corporate records of the Company will be kept for the statutory period of retention and to resolve that any unclaimed amounts payable by the Company shall be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg.

Shareholders are advised that no quorum of presence is required for the holding of the meeting and that resolutions will be passed by an affirmative vote of a majority of the votes cast at the meeting. Proxy forms are available upon request at the registered office of the Company.

II (04448/584/21)

The Liquidator.